

AfWA



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

PROVIDING PROFESSIONAL LEADERSHIP IN WATER, SANITATION & ENVIRONMENT



L'AAE veut contribuer au programme global d'assainissement urbain en Afrique subsaharienne selon l'approche CWIS

AfWA wants to contribute to the global urban sanitation program in sub-Saharan Africa using the CWIS approach



MARQUEZ VOS AGENDAS !

21^{ème} CONGRÈS INTERNATIONAL ET EXPOSITION DE L'AAE

Février 2023

Guinée-Conakry



SOMMAIRE / CONTENT



EDITORIAL
Le CWIS donne une orientation sur la manière de travailler ensemble pour atteindre l'ODD 6. p.04

EDITORIAL
CWIS is no longer 'all for some' or 'some for all', but everyone must have access to safely managed sanitation. p.05



ON EN PARLE
L'assainissement urbain, défi majeur de la ville durable en Afrique p.12

THE TALK OF THE DAY
Urban sanitation, a major challenge for sustainable cities in Africa p.13

INNOVATION
Les Blocs d'Abution Communaux (CAB) pour les quartiers précaires d'eThekwi p.22

INNOVATION
eThekwi Communal Ablution Blocks for Informal Settlements p.23



PORTRAIT
Sandrine Nanga : "Je rêve d'un Cameroun où chaque ville a une station de traitement des boues de vidange" p.26

PORTRAIT
Sandrine Nanga: "I dream of a Cameroon where every town has a fecal sludge treatment plant" p.27



L'ÉVÈNEMENT / EVENT

- M. Mamadou D. Diallo : "nous souhaitons que ce Congrès de l'AAE soit une réponse concrète aux attentes des Guinéens face aux services offerts par la SEG" **P.06**
- Mr. Mamadou D. Diallo: We hope this Congress will provide concrete answers to the expectations of the population of Guinea about water delivery by SEG **P.07**
- Guinée Conakry : le château d'eau de l'Afrique de l'ouest **P.08**
- Guinea Conakry: the water tower of West Africa **P.09**
- INITIATIVE DAKAR 2022 : pour la labellisation de projets apportant des réponses concrètes **P.10**
- INITIATIVE DAKAR 2022: for the labeling of projects providing concrete answers **P.11**

DOSSIER / DOSSIER

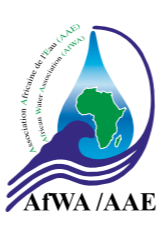
- L'AAE veut contribuer au programme global d'assainissement urbain en Afrique subsaharienne selon l'approche CWIS **P.16**
- AfWA wants to contribute to the global urban sanitation program in sub-Saharan Africa using the CWIS approach **P.17**
- Dr Mbaye MBEGUERE : ce que le Programme CWIS apportera aux villes Africaines **P.18**
- Dr Mbaye MBEGUERE : what the CWIS Program will bring to African cities **P.19**

ACTUALITÉ / NEWS

- L'AAE forme des experts en audit diagnostic, en vue d'une amélioration de la gestion de l'Eau Non Facturée (ENF) **P.30**
- AfWA trains experts in diagnostic auditing, with a view to improving the management of Non-Revenue Water (NRW) **P.31**
- 9ème Forum Mondial de l'Eau (WWF) : les femmes professionnelles préparent le terrain pour leur participation **P.30**
- 9th World Water Forum (WWF) : Women Professionals set the stage for their participation **P.31**

AfWA Member Utilities

- AMEPA (MAROC / MOROCCO)
- CAMWATER (CAMEROUN / CAMEROON)
- DAWASA (TANZANIE / TANZANIA)
- DELVIC (SENEGAL)
- GWCL (GHANA)
- SSWUC (SUD SOUDAN / SOUTH SUDAN)
- LWB (MALAWI)
- NWSA (NIGERIA)
- NWSC (OUGANDA / UGANDA)
- ONAD (COTE D'IVOIRE)
- ONAS (SENEGAL)
- ONAS (TUNISIE / TUNISIA)
- ONEA (BURKINA FASO)
- ONEAD (DJIBOUTI)
- ONEE (MAROC / MOROCCO)
- ONEP (COTE D'IVOIRE)
- REGIDESO (BURUNDI)
- REGIDESO (RDC / DRC)
- SEN'EAU (SENEGAL)
- SEEG (GABON)
- SEG (GUINEE / GUINEA)
- SNDE (CONGO)
- SODECA (CENTRAFRIQUE / CENTRAL AFRICA REPUBLIC)
- SODECI (COTE D'IVOIRE)
- SOMAGEP (MALI)
- SOMAPEP (MALI)
- SONEB (BENIN)
- SONEDE (TUNISIE / TUNISIA)
- SONES (SENEGAL)
- SPEN, SEEN (NIGER)
- STE (TCHAD / CHAD)
- TDE (TOGO)



AfWA News

Magazine trimestriel de l'Association Africaine de l'Eau (AAE)
African Water Association's (AfWA) quarterly Magazine

Siège social / Head office : Riviera Palmeraie, Rond-point de la Renaissance, Immeuble de la SODECI ; 2^e étage
25 BP 1174 ABIDJAN 25
Tél. (225) 27 22 49 96 11 / (225) 27 22 49 96 18 - Fax (225) 27 22 49 23 30

- www.afwa-hq.org
- contact@afwa-hq.org
- African-Water-Association
- @AfWA_AAE

COMITE EDITORIAL / EDITORIAL MANAGEMENT

- Directeur de la Publication / Editorship : Mr. Silver MUGISHA
- Rédacteur en Chef/ Senior Editor : Stéphanie NZICKONAN

CORRECTEURS/REVIEWERS

- Mr. Sylvain USHER, Directeur Exécutif /Executive Director
- Aimé DIGBEU, Responsable Marketing/ Marketing Officer
- Dr. Siméon KENFACK, Directeur des Programmes/ Director of Programs
- Sonia TEGANTCHOUANG, Assistante Programmes / Programs Assistant

TRADUCTEUR / TRANSLATOR

- Aimé DIGBEU



“Le CWIS donne une orientation sur la manière de travailler ensemble pour atteindre l’ODD 6.”

Par Dr. Charles B. Niwagaba,
Professeur de Génie Civil, Université Makerere, P. O. Box 7062, Kampala,
Ouganda

L’objectif de Développement Durable (ODD 6) appelle à un accès universel et équitable à un assainissement géré en toute sécurité. L’assainissement autonome contribue à la réalisation de l’ODD 6 en fournissant des installations de base pour le captage et le confinement des boues fécales générées hors réseau. Pour être considérées comme des installations sanitaires gérées de manière sûre, les installations de base doivent être correctement construites, utilisées et exploitées et, lorsqu’elles sont remplies, vidées de manière sûre et leur contenu traité de manière sûre avant d’être rejeté ou utilisé. Les systèmes en réseau avec assainissement par égouts sont soit inexistantes dans les zones urbaines des pays à revenu faible ou intermédiaire, soit existent avec une faible couverture et des difficultés opérationnelles à côté des systèmes sur site (McConville et al., 2020). Pour atteindre les aspirations des ODD, à savoir l’accès universel et équitable à un assainissement géré en toute sécurité pour tous, et «ne laisser personne de côté», les deux régimes d’assainissement autonome et d’assainissement par égouts coexisteront.

L’assainissement inclusif à l’échelle de la ville (Citywide inclusive sanitation - CWIS) est un nouveau concept qui repose sur quatre principes (Luethi et al, 2020), à savoir (i) donner la priorité aux droits de l’homme de tous les citoyens à l’assainissement ; (ii) assurer une gestion sûre de l’ensemble de la chaîne de services d’assainissement, (iii) intégrer l’assainissement dans la planification et la rénovation urbaine pour fournir des environnements vivables et sanitaires, et (iv) s’engager à travailler ensemble pour fournir le CWIS avec des partenaires formels et informels. Par conséquent, les services d’assainissement doivent être fournis à tous, indépendamment de leur statut socio-économique, et en considérant l’ensemble de la chaîne de services d’assainissement.

“Les défis de l’assainissement en Afrique”

Les défis menant à l’accès inégal à l’assainissement géré en toute sécurité dans les pays à revenu faible et moyen en Afrique feront, s’ils ne sont pas résolus, de l’agenda « ne laisser personne de côté » une utopie. Tout d’abord, les habitants des quartiers défavorisés et les technocrates considèrent souvent les technologies d’assainissement sur site comme inférieures. Pourtant, les systèmes d’assainissement autonomes avec des fosses, des toilettes et des fosses septiques peuvent, s’ils sont exploités et gérés correctement, offrir un niveau d’hygiène équivalent à celui de l’assainissement par égouts. En raison de leur faible coût, les systèmes autonomes atteignent un plus grand nombre de personnes avec le même budget que l’assainissement par égouts. Cela pourrait contourner les difficultés financières nécessaires pour desservir des populations en constante augmentation. Deuxièmement, il existe un grand fossé entre les revenus socio-économiques des habitants des villes. De plus, les systèmes d’assainissement fortement subventionnés ne touchent normalement qu’un petit nombre de personnes au statut socio-économique plus élevé en raison de leur emplacement et de

leur statut juridique. Dans la plupart des gouvernements, aucune subvention de ce type n’est disponible pour les pauvres, qui résident normalement dans des établissements illégaux/informels surpeuplés, souvent situés sur des terres non loties. Troisièmement, les politiques, lois et réglementations gouvernementales sont génériques et ne tiennent pas compte des particularités des établissements informels. En outre, il est difficile de les faire appliquer dans les quartiers illégaux/informels. Quatrièmement, une grande partie des résidents des quartiers informels ne bénéficient pas de la sécurité d’occupation, sont locataires par opposition aux propriétaires et sont généralement de passage. Avec les «sortants» et les «nouveaux arrivants», les attitudes et les comportements changent constamment. Ce cocktail de défis est exacerbé par le manque de personnel hautement qualifié et expérimenté qui comprend ces complexités et qui est prêt à sortir des sentiers battus tout en impliquant les communautés locales dans la recherche de solutions à leurs problèmes. Les interventions qui en résultent sont perçues comme étant imposées aux résidents qui, en vertu de leur statut socio-économique, sont plus contraints par d’autres besoins que par la priorité accordée à l’assainissement.

“CWIS et l’ODD 6”

Les droits de l’homme à l’assainissement et le programme «ne laisser personne de côté», tels qu’ils sont inscrits dans l’ODD 6, mettent la pression sur les urbanistes, les responsables de la mise en œuvre et les gestionnaires des villes. Il ne s’agit plus de «tous pour certains» ou «certains pour tous», mais tout le monde doit avoir accès à un assainissement géré en toute sécurité. Le CWIS nécessite : (i) des systèmes hybrides co-traitant les eaux usées (WW) et les SF ou des systèmes traitant les eaux usées et les SF séparément ; (ii) des usines de traitement des eaux usées décentralisées, pour contourner les défis imposés par les terrains/topographies difficiles. Les systèmes d’assainissement des eaux usées justifient un changement fondamental par rapport au statu quo (Gambrell et al., 2020), en faveur de partenariats avec le gouvernement, le secteur privé, les partenaires au développement, les ONG, les organisations communautaires et les communautés locales. Les praticiens de la vidange, de la collecte et du transport des FS sont souvent informels ; pourtant, ils fournissent un service essentiel. Plutôt que de leur rendre la vie difficile, il faut les soutenir pour qu’ils deviennent des partenaires solides afin d’améliorer ce service essentiel qu’ils fournissent. Les CWIS devraient intégrer une planification adéquate, la responsabilité et des moyens plus intelligents d’allouer les ressources financières et de les utiliser dans des technologies appropriées de gestion efficace des ressources, qui devraient, dans la mesure du possible, récupérer l’eau, l’énergie et les nutriments. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, le CWIS a le potentiel de générer des emplois dans les petites et moyennes entreprises, ce qui est nécessaire pour contribuer à réduire les taux de chômage élevés.



“CWIS is no longer ‘all for some’ or ‘some for all’, but everyone must have access to safely managed sanitation.”

By Dr. Charles B. Niwagaba,
Associate Professor of Civil Engineering, Makerere University, P. O.
Box 7062, Kampala, Uganda

Sustainable Development Goal (SDG 6) calls for universal and equitable access to safely managed sanitation. Onsite sanitation contributes to SDG 6 by providing basic facilities for the capture and containment of faecal sludge (FS) generated off-grid. To qualify as safely managed sanitation, the basic facilities should be properly constructed, used and operated; and upon their filling, safely emptied and their contents treated safely prior to discharge or use. On-grid systems with sewerage sanitation are either non-existent in urban areas of low- and middle-income countries or exist with low coverage and operational difficulties side-by-side the onsite systems (McConville et al., 2020). To reach the aspirations of the SDGs, of universal and equitable access to safely managed sanitation by all, and ‘leave-no-one behind’, the two regimes of onsite and sewerage sanitation will co-exist.

Citywide inclusive sanitation (CWIS) is a new concept underpinned by four principles (Luethi et al, 2020); viz: (i) prioritizing human rights of all citizens to sanitation; (ii) delivering safe management over the whole sanitation service chain, (iii) integrating sanitation in urban planning and renewal to provide liveable and sanitary environments, and (iv) committing to work together to deliver CWIS with both formal and informal partners. Therefore, sanitation services must be delivered to all, irrespective of their socio-economic status; and considering the entire sanitation service chain.

Challenges of Sanitation in Africa

The challenges leading to the disproportionate access to safely managed sanitation in low-and middle-income countries in Africa will, if unresolved, make the ‘leave-no-one behind’ agenda, a far fetching reality. First, the dwellers in informal settlements alongside the technocrats often under look onsite sanitation technologies as if they are inferior. Yet, onsite sanitation systems with pits, aqua privies and septic tanks can, if operated and managed properly, deliver an equivalent level of hygiene like sewerage sanitation. Due to low-cost, on-site systems reach more people with the same budget as compared to sewerage sanitation. This could circumvent financial difficulties needed to serve the ever rapidly increasing populations. Secondly, there is a big divide between the socio-economic incomes

among urban inhabitants. Moreover, highly subsidized sewerage systems normally reach a few people of higher socio-economic status by virtue of their location and legal status. In most governments, no such subsidies are available for the poor, who normally reside in crowded illegal/informal settlements, often located on marginal land. Thirdly, government policies, laws and regulations are generic and do not take into account the peculiarities of informal settlements. Besides, their enforcement in illegal/informal settlements is difficult. Fourthly, a large proportion of the residents in informal settlements lack security of tenure; are tenants as opposed to landlords and are normally transient. With ‘leavers’ and ‘new comers’, the attitudes and behaviours keep changing. This cocktail of challenges is exacerbated by a lack of highly skilled, and experienced personnel that have an understanding of these complexities and willingness to think outside of the box while involving the local communities in finding solutions to their problems. The resultant interventions are seen to be imposed on the residents, who, by the virtue of their socio-economic status are more constrained by other needs instead prioritizing sanitation.

CWIS and the SDG 6

The human rights to sanitation and the ‘leave-no-one behind’ agenda as enshrined in the SDG 6 put pressure on the city planners, implementers and managers to deliver. It is no longer ‘all for some’ or ‘some for all’, but everyone must have access to safely managed sanitation. CWIS necessitates: (i) hybrid systems co-treating wastewater (WW) and FS or systems treating WW and FS separately; (ii) decentralized WW treatment plants, to circumvent challenges imposed by difficult terrain/topography. CWIS warrants a fundamental shift from business as usual (Gambrell et al., 2020) to partnerships with government, private sector, development partners, NGOs, CBOs and local communities. Practitioners in FS emptying, collection and transportation are often informal; yet, they provide a critical service. Rather than make their life hard, they should be supported to become strong partners to improve this critical service they provide. CWIS should integrate proper planning, accountability and smarter ways of allocating financial resources and utilizing them in appropriate resource efficient technologies, which should be practically possible, recover water, energy and nutrients. In low- and middle-income countries, CWIS has the potential to generate employments in small and medium businesses, which are necessary to contribute to the solution of high unemployment rates.

21^{ème} CONGRES INTERNATIONAL ET EXPOSITION DE L'AAE

M. Mamadou D. Diallo : “nous souhaitons que ce Congrès de l'AAE soit une réponse concrète aux attentes des Guinéens face aux services offerts par la SEG”

Le Comité de Direction de l'AAE, réuni le 8 août 2021, a décidé d'un nouveau report du 21^{ème} Congrès International et Exposition de l'AAE. Il se tiendra finalement en Février 2023 toujours en Guinée Conakry, sous l'égide de la SEG (Société des Eaux de Guinée). Initialement prévu pour le mois de février 2022, le congrès avait déjà été reporté au mois de juillet 2022, après que le 9^{ème} Forum Mondial de l'Eau, dans lequel l'AAE joue un rôle capital ait été reporté à mars 2022, soit 1 mois après la date initiale de la tenue du Congrès de l'AAE. Ce nouveau report du 21^{ème} Congrès International et Exposition de l'AAE, de juillet 2022 à février 2023, est apprécié par le Comité Local d'Organisation qui dispose de temps supplémentaire pour l'organisation de ce grand événement.

Un entretien avec le Directeur Général de la SEG, Monsieur Mamadou DIALLO nous permet de faire le point sur les préparatifs.



En 2023, la Guinée sera la capitale Africaine de l'Eau et de l'Assainissement, car le Comité de Directions de l'AAE a donné un avis favorable à la SEG (Société des Eaux de Guinée) pour l'organisation de son 21^{ème} Congrès. Comment avez-vous accueilli cette nouvelle ?

Dès que le Comité de Direction a approuvé notre demande d'abriter le Congrès et dès notre retour de Kamapla où s'est tenu avec un succès éclatant le 20^{ème} Congrès de notre association, nous avons informé la tutelle (Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement), du choix de la Guinée par le Comité de Directions de l'AAEA, pour abriter ce 21^{ème} congrès ; Nous avons ensuite élaboré et soumis un mémorandum sur l'AAE à Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA) pour sa communication en conseil des Ministres. Dès cet instant, nous avons eu les coudées franches pour mettre en place un Comité Local d'Organisation composé de 33 membres répartis en onze (11) sous-comités ; par la suite nous avons adressé sous la signature du Ministre d'Etat, Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement (tutelle), une lettre d'information et de soutien à la mise en place d'un Comité d'appui technique au Comité Local d'Organisation institué à la SEG à son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

Après ces formalités administratives, nous nous sommes lancés dans les questions pratiques. L'organisation d'un tel événement, même placé sous l'Egide de la SEG engage tout un pays et nous avons l'obligation de le réussir en nous servant des expériences de ceux qui l'ont organisé avec nous. Pour ce faire, nous avons effectué une visite Benchmarking à la SOMAGEP /SOMAPEP S.A, en vue d'échanger avec le Comité Local d'Organisation du 19^{ème} Congrès de Bamako pour nous inspirer de leurs expériences. Dès notre retour de Bamako, nous avons lancé l'appel à logo pour le choix du logotype du 21^{ème} Congrès de l'AAEA et retenu trois logos que nous avons soumis à l'Appréciation de la Direction Exécutive de l'AAEA ; ensuite nous avons effectué des visites de certains hôtels de la place pour identifier le site potentiel du 21^{ème} Congrès de l'AAEA et les hébergements des délégués.

Organiser et réussir un événement d'une telle envergure implique une forte mobilisation des plus hautes autorités du pays ainsi que des partenaires de haut niveau. Comment comptez-vous les faire adhérer à ce projet ?

De par notre position, nous avons de très bonnes relations avec l'ensemble des acteurs de la vie de notre

Un sentiment de grande joie et d'immenses fiertés m'ont animé sachant que la Guinée va abriter très prochainement le 21^{ème} Congrès de l'Association Africaine de l'Eau (AAEA/ Afwa), qui est un événement de grande envergure, voire de dimension internationale qui va réunir les Professionnels du secteur de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Environnement, les Fabricants et Fournisseurs de matériels de toutes les contrées d'Afrique et d'ailleurs.

Qu'est-ce qui vous a motivé à solliciter l'organisation d'un tel événement dans votre pays ?

Notre volonté d'offrir à la Guinée, l'opportunité d'abriter un événement de dimension internationale pour vendre son image, permettre sa découverte et faire connaître ses potentialités ; attirer les investisseurs et susciter l'intérêt des Bailleurs de fonds pour un meilleur accompagnement du secteur de l'Eau et de l'Assainissement en Guinée. Nous voulons par ailleurs saisir la plateforme du congrès pour faire un vaste plaidoyer à l'endroit des Dirigeants et Décideurs politiques de la Guinée et des Partenaires Techniques et Financiers pour un meilleur accompagnement du secteur de l'Eau et de l'Assainissement.

Avez-vous déjà commencé les préparatifs ? Si oui, qu'avez-vous fait exactement ?

21st AfWA INTERNATIONAL CONGRESS AND EXHIBITION

Mr. Mamadou D. Diallo: We hope this Congress will provide concrete answers to the expectations of the population of Guinea about water delivery by SEG

The African Water Association (AfWA) Executive Board held a regular meeting on August 8th, 2021, with decision to further postpone the 21st International Congress and Exhibition of the Association. This event will finally take place in February 2023 still in Guinea Conakry, under the auspices of Société des Eaux de Guinée (SEG, water utility of Guinea). Initially scheduled for February 2022, the congress had already been postponed to July 2022, given the postponement to March 2022 of the 9th World Water Forum in which AfWA plays a key role, that falls just a month after the initial date of AfWA Congress. This new postponement of AfWA 21st International Congress and Exhibition from July 2022 to February 2023 has been much appreciated by the SEG Local Organizing Committee, which gets a couple of additional weeks to better organize this great rendez-vous.

This interview with the Director General of SEG, Mr. Mamadou DIALLO gives an insight into the event preparations.



the Congress for extensive advocacy with Guinea leaders and policymakers, and the technical and financial partners as well for more effective interventions in the area of water and sanitation.

Have you already started the preparations? What exactly did you do?

As soon as the Executive Board approved our request to organize the Congress, and right after our return from Kampala which hosted with outstanding success the 20th Congress of our Association, we informed the supervisory authority (Ministry of Hydraulics and Sanitation) about Guinea being chosen by the Executive Board of AfWASA to host this 21st Congress; thereafter, we prepared

In 2023, Guinea will be the African capital of water and sanitation, as the Executive Board of the Association has approved the organization by Société des Eaux de Guinée (SEG, water utility of Guinea) of its 21st Congress. How did you welcome this news?

I felt overwhelmed by great joy with a tremendous sense of pride when news came in that Guinea will effectively host the 21st Congress of the African Water Association (AfWASA/ AfWA), which is a large-scale event, better still, a world class rendezvous gathering together water, sanitation and environment professionals, equipment manufacturers and suppliers from the whole of Africa and beyond.

What motivated you to request the organization of such an event in your country?

Our desire to offer Guinea the opportunity to host a world class event to polish up its image, foster discovery, have the country's potential known, attract investors and interest from donors for improved support of the water and sanitation sector in Guinea. We also wish to grasp the opportunity of

and submitted a memo on AfWA to the Minister of State, Minister of Hydraulics and Sanitation (MHA) to ease related discussions at the Council of Ministers. We then had the authority to move ahead to set up a Local Organizing Committee composed of 33 members under eleven (11) sub-committees. Subsequently we sent to His Excellency the Prime Minister, Head of Government a letter of information signed by the Minister of State, Minister of Hydraulics and Sanitation (supervisory authority), requesting the establishment of a Technical Support Committee to support the SEG Local Organizing Committee.

After these administrative requirements, we started addressing practical questions. The organization of such an event, although under the aegis of SEG, engages the whole country and we are bound to succeed drawing on predecessors. To make this happen, we organized a benchmarking visit to SOMAGEP/ SOMAPEP S.A for discussions with the Local Organizing Committee of the 19th Bamako Congress to get inspired by their experiences. Following this visit, we launched a call for logo design for the 21st AfWASA Congress and selected three logos that we sent for approval to AfWASA Executive Office. We also

pays. Mais pour respecter le protocole et officialiser notre démarche, nous avons adressé des correspondances aux structures rattachées du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA), les différents départements ministériels, les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), sous la signature de Monsieur le Ministre du MHA, pour les informer du choix de la Guinée pour abriter le 21ème congrès de l'AAEA et solliciter leur accompagnement pour la réussite de cet évènement historique ; les fournisseurs locaux et internationaux de la SEG n'ont pas été omis ; Nous leur avons également adressé une correspondance pour solliciter leur soutien à la réussite de l'évènement ; Nous préparons un plan de communication à la dimension de l'évènement et qui nous ferons une large diffusion de l'information à travers les médias et hors média et une interview médiatisée du Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement et du Directeur Général de la Société des Eaux de Guinée (SEG) est prévue pour les jours à venir.

Quelles sont vos attentes vis-à-vis du congrès pour la Guinée et pour la SEG ?

Nous souhaitons que ce congrès soit la plus grande des réussites et qu'il réponde aux attentes de l'ensemble des parties prenantes ; qu'il soit une réponse concrète aux attentes des guinéens face aux services offerts par la SEG ; qu'il soit une opportunité d'échanges et d'affaires à saisir pour la Guinée.

Quelle est la situation de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans votre pays et comment la SEG arrive-t-elle à satisfaire la demande de la population ?

La situation de l'accès à l'eau et à l'assainissement en Guinée n'est pas des meilleures. Depuis près de deux décennies, la Société des Eaux de Guinée (SEG), gère un déficit de production d'eau tant pour Conakry que pour les villes de l'Intérieur. Mais avec l'appui de la Banque Mondiale à travers l'octroi d'un don de l'IDA à hauteur de 30 000 000 \$ US et de l'Agence Française de Développement (AFD), pour un prêt de 30 000 000 €, elle

dispose d'un package d'études bancables qui s'inscrivent dans l'amélioration de la qualité de son service.

S'agissant du don de la BM, elle dispose :

- De l'étude du Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable du Grand Conakry à l'horizon 2040 ;
- De l'étude du Schéma Directeur d'Assainissement du Grand Conakry à l'horizon 2040 ;
- De l'étude sur le renforcement des capacités de production, de transport, de stockage et de distribution d'eau de la ville de Conakry à l'horizon 2025 ;
- De l'étude sur la réhabilitation de conduites vétustes en Amiante Ciment et Fonte Grise dans certains quartiers de la ville de Conakry (Commune de Kaloum et de Matam) ;
- Des Etudes d'Impacts Environnementaux et Sociaux et des Plans d'Actions de Réinstallation des volets renforcement des capacités et réhabilitation de conduites vétustes ;
- De l'étude sur l'établissement d'un modèle financier et système tarifaire ;

- De l'étude sur la modélisation de l'aquifère.

S'agissant du prêt AFD, elle dispose :

- De l'étude sur la réhabilitation des équipements hydromécaniques et hydroélectriques de 26 centres dont Conakry ;
- De l'étude sur l'Amélioration des Critères Technico-Commerciaux de trois agences dans la Commune de Matoto.

Actuellement, pour atténuer le déficit de production d'eau de la ville de Conakry, la SEG en attendant la mise en œuvre du 4ème Projet Eau de Conakry qui va résorber d'une part le déficit de production d'eau estimé par le Cabinet Merlin à 220 000 m³/j en 2019 et d'autre part, couvrir les besoins en eau de la population à l'horizon 2040, dessert certains quartiers de la ville par délestage et par rotation de camions citernes au nombre de 20. Elle réalise également sur fonds propres des forages industriels qui sont raccordés au réseau et des Bornes fontaines gérées par des fontainiers. De même, elle accorde des flexibilités aux clients pour le règlement des arriérées de facture.

comme le fleuve Mano.

De la Guinée-Bissau à Conakry, ces fleuves forment de profonds estuaires qui ont conservé les noms donnés par les explorateurs portugais au xve siècle. Ces estuaires constituent des voies de communications à travers la mangrove de Basse-Guinée, région qui s'appelait « Rivières du Sud » au début de la colonisation par les Français, au xixe siècle.

Le massif du Fouta Djallon offre un potentiel de production électrique. Le fleuve Konkouré, proche des villes de Mamou, Kindia et Conakry, fait l'objet d'un programme d'aménagement et un premier barrage a été inauguré en 1995 ; un autre vient d'entrer en activité, le barrage de Kaleta, et un dernier plus imposant en taille et en productivité est en cours de réalisation, le barrage de Souapiti.

started visiting some hotels to identify the potential site for holding conferences and accommodating delegates of the 21st AfWASA Congress.

Organizing an event of such a scale with great success requires the strong involvement of the country's most senior authorities and high-level partners as well. How do you plan to win them over for this project?

Due to our position, we have a very good relationship with all the players in the life of our country. In a bid to respect the protocol and formalize our approach, we sent letters signed by the Minister of MHA to the structures linked to the Ministry of Hydraulics and Sanitation (MHA), to the various ministry departments, and to the Technical and Financial Partners (PTF) to bring them the good news and to request their support for the success of this historic 21st AfWASA Congress; local and international suppliers of SEG have not been left out, as we also sent them letters requesting their support for the success of this event;

We are in the process of preparing a communication plan compliant with the scale of the event, that will help disseminate information widely through the media and beyond; a publicized interview with the Minister of Hydraulics and Sanitation and the Director General of SEG is scheduled for the coming days.

What are your expectations vis-à-vis the Congress for Guinea and for SEG?

We expect that this congress will have a resounding success and will meet the expectations of all stakeholders. We hope that it will provide concrete answers to the expectations of the population of Guinea about water delivery by SEG and will stand as an opportunity for active trade and business in Guinea.

What is the water and sanitation situation in your country, and how does SEG get the demand by the population met?

The water and sanitation situation in Guinea is not at its best. For about two decades now, the water utility of Guinea (SEG)

has been managing a water production deficit for Conakry and inland towns. However, with support from the World Bank through an IDA grant amounting to USD30,000,000 and from the French Development Agency (AFD) through a loan of €30,000,000, our utility now has a package of bankable studies to help improve the service quality.

Under the WB donation, we have the following:

- The study of the Drinking Water Supply Master Plan for the Greater Conakry region by 2040;
- The study of the Sanitation Master Plan for the Greater Conakry region by 2040.
- The study on reinforcing the water production, transport, storage and distribution capacities in Conakry by 2025.
- The study on refurbishing asbestos cement (AC) and unlined cast iron damaged water pipes in targeted districts of Conakry (Municipality of Kaloum and Matam);
- The studies on environmental and social impacts and action plans for rescheduling capacity building and refurbishing damaged pipes.
- The study on establishing a financial model and a pricing system.
- The study on aquifer modeling.

Under the AFD loan, we have:

- The study on rehabilitating hydromechanical and hydroelectric equipment in 26 centers including Conakry.
- The study on improving technico-commercial criteria of three agencies in the Municipality of Matoto.

Currently, in a view to mitigating the water production deficit in Conakry, SEG resorts to load shedding and rounds by 20 water tanker lorries to serve some districts in town. This is done pending the implementation of the 4th Conakry Water Project, which will help reduce the water production deficit estimated by Cabinet Merlin to 220,000 m³/d in 2019 and will help meet the populations' water needs by 2040. On own funds, the utility also builds industrial water wells which are connected to the network and standpipes as well and run by attendants. As well, the utility grants its customers flexibilities for settlement of arrears.

Guinée Conakry : le château d'eau de l'Afrique de l'ouest

La Guinée, en forme longue la république de Guinée, est un pays d'Afrique de l'Ouest. Riche en ressources naturelles, elle est surnommée le château d'eau de l'Afrique de l'Ouest. En effet Le pays compte plus de 1 300 cours d'eau. De nombreux fleuves, tels le Niger, le Sénégal (Bafing), la Gambie, ainsi que leurs principaux affluents trouvent leur source en Guinée, faisant de ce pays le « château d'eau » de l'Afrique de l'ouest. Ces cours d'eau partent des massifs guinéens (les deux vieux massifs du Fouta Djallon et la dorsale guinéenne en région forestière). La Gambie et le Bafing vont vers le Sénégal au nord. La source du Niger est à proximité de Kobikoro, il traverse Faranah, Kouroussa et va vers le Mali au nord-est. Les fleuves Tinkisso, Milo, Niandan sont ses affluents en Guinée.

De nombreux fleuves côtiers descendent des massifs guinéens vers l'ouest, comme le Konkouré, ou vers le sud,

Guinea Conakry: the water tower of West Africa

Guinea, in long form the Republic of Guinea, is a West Africa country. Rich in natural resources, it is nicknamed the water tower of West Africa. Indeed, the country has more than 1,300 rivers. Many rivers, such as the Niger, the Senegal (Bafing), the Gambia, as well as their main affluents have their source in Guinea, making this country the "water tower" of West Africa. These rivers originate from the Guinean massifs (the two old massifs of Fouta Djallon and the Guinean ridge in the forest region). The Gambia and the Bafing rivers flow towards Senegal to the north. The source of the Niger is near Kobikoro, it crosses Faranah, Kouroussa and goes towards Mali to the north-east. The Tinkisso, Milo and Niandan rivers are its tributaries in Guinea. Many coastal rivers flow down from the Guinean

massifs to the west, such as the Konkoure, or to the south, such as the Mano River. From Guinea-Bissau to Conakry, these rivers form deep estuaries that have retained the names given by Portuguese explorers in the 15th century. These estuaries are communication routes through the mangrove swamps of Lower Guinea, a region that was called "Rivières du Sud" at the beginning of French colonization in the 19th century. The Fouta Djallon massif offers potential for electricity production. The Konkouré River, near the cities of Mamou, Kindia and Conakry, is being developed and a first dam was inaugurated in 1995 another dam, the Kaleta Dam, has just come into operation, and a new dam, larger and more productive, is under construction, the Souapiti Dam.

9^{ème} FORUM MONDIAL DE L'EAU DAKAR 2022

INITIATIVE DAKAR 2022 : pour la labellisation de projets apportant des réponses concrètes

Le 9^e Forum mondial de l'eau, qui se tiendra à Dakar, au Sénégal, du 21 au 26 mars 2022, est appelé le «Forum des réponses», car il vise à obtenir des résultats probants et des solutions pour les communautés du monde entier. C'est ainsi qu'est mise en place l'Initiative Dakar 2022 qui vise à recueillir, soutenir et présenter des projets du monde entier qui ont un réel impact économique, social et environnemental sur la vie des populations. Si l'alignement des objectifs des projets sur les quatre priorités du Forum est un critère important, il doit également contribuer à la réalisation des ODD, en particulier l'ODD6. Les projets labellisés «Initiative Dakar 2022» bénéficieront d'une exposition internationale, de partenariats et éventuellement d'un financement des institutions partenaires du Forum.



les progrès, en particulier vers la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). L'initiative vise entre autres à labelliser des projets de communautés ciblant notamment l'accès à l'eau potable et à l'assainissement décent.

Ces projets labellisés visent à atteindre des résultats tangibles à présenter lors du Forum en 2021.

Dans le cadre de la préparation du forum, cette initiative a pour but d'accrocher le forum sur une dynamique d'engagements pratiques concernant des projets labellisés apportant des réponses concrètes à impacts positifs. Si la dimension africaine est centrale, le processus est largement ouvert au plan international.

Le Forum «Dakar 2022» constitue une grande opportunité et un tournant décisif pour donner une nouvelle orientation au Forum mondial de l'Eau avec un processus renouvelé et structuré autour de quatre thèmes prioritaires, à savoir : la Sécurité de l'eau, la Coopération, l'eau pour le développement rural et la boîte à Outils et Moyens regroupant les questions cruciales du Financement, la Gouvernance, la Gestion des connaissances et les Innovations.

En conséquence, dans le but de donner une touche spécifique, innovante et catalysant l'engagement de la communauté mondiale de l'eau, le Sénégal et le Conseil Mondial de l'Eau ont lancé depuis janvier 2020, au-delà des processus du Forum, l'Initiative Dakar 2022 qui vise le développement de projets concrets dont les résultats seront présentés lors du 9^e Forum Mondial de l'Eau.

Ainsi durant la phase préparatoire, une sélection de projets et initiatives nationaux, régionaux et internationaux pertinents, innovants, structurants et répliquables produisant des résultats à court-terme, à impact durable, autour des priorités du Forum est effectuée. L'idée étant d'accrocher le Forum sur une dynamique d'engagements à travers des projets labellisés apportant des réponses concrètes à fort impact socio-économique et politique à l'échelle des différents pays et continents.

Une grande innovation du Forum

La caractéristique innovante du 9^e Forum Mondial de l'Eau est la mise en œuvre des réponses aux attentes des populations. L'Initiative Dakar 2022 est donc une opération génératrice d'engagements et d'actions pour accélérer

Pour être labellisées, les activités doivent être directement opérationnelles et orientées sur des réponses, dans l'esprit général du 9^e Forum Mondial de l'Eau. Autrement dit, le projet doit s'aligner sur le thème principal du Forum et porter sur l'un des thèmes prioritaires.

L'Initiative Dakar 2022 offre une opportunité de promotion des projets, de développement de partenariats, de financement, de réseautage et de partage de bonnes pratiques. Les porteurs de projets auront la possibilité de rendre visibles leurs réalisations lors du Forum et de bénéficier ainsi d'une plateforme de communication des projets labellisés. La labellisation constitue également un instrument de facilitation et d'accompagnement dans la promotion et la recherche de financement.

Par ailleurs, les meilleurs projets labellisés feront l'objet de présentation dans les sessions pour servir de cadre d'action de référence à la communauté mondiale de l'eau. D'autres seront présentés dans l'espace dédié à l'exposition des projets innovants, reproductibles et à impacts durables, dénommé «Parcours des réponses».

L'appel à projets est ouvert et toujours en cours

A ce jour 58 projets ont été labellisés dans le cadre de l'Initiative Dakar 2022. Les sociétés, les particuliers, les Gouvernements, les ONG, les autorités locales ou les institutions qui portent un projet peuvent toujours soumettre leur candidature afin de bénéficier du label «Initiative Dakar 2022».

Pour plus d'infos : www.worldwaterforum.org

9^{ème} WORLD WATER FORUM DAKAR 2022

INITIATIVE DAKAR 2022: for the labeling of projects providing concrete answers

The 9th World Water Forum, to be held in Dakar, Senegal, from March 21st to 26th, 2022, is called the "Forum of Solutions", because it aims to achieve meaningful results and solutions for communities around the world. This is how the "Dakar 2022 Initiative" is set up, which aims to collect, support and present projects from all over the world that have a real economic, social and environmental impact on the lives of people. While the alignment of the projects' objectives with the Forum's four priorities is an important criterion, it must also contribute to the achievement of the SDGs, in particular SDG6. The projects labeled "Dakar 2022 Initiative" will benefit from international exposure, partnerships and possibly funding from the Forum's partner institutions.

The "Dakar 2022" Forum is a great opportunity and a decisive turning point to give a new direction to the World Water Forum with a renewed process structured around four priority themes, namely: Water Security, Cooperation, Water for Rural Development and the Toolbox and Means including the crucial issues of Financing, Governance, Knowledge Management and Innovations.

Consequently, in order to give a specific, innovative and catalyzing touch to the commitment of the world water community, Senegal and the World Water Council launched in January 2020, beyond the processes of the Forum, the "Dakar 2022 Initiative" which aims at developing practical projects whose results will be presented during the 9th World Water Forum.

Thus, during the preparatory phase, a selection of relevant, innovative, structuring and replicable national, regional and international projects and initiatives producing short-term results with a sustainable impact on the Forum's priorities is made. The idea is to focus the Forum on a dynamics of commitments through labeled projects providing concrete responses with a strong socio-economic and political impact at the level of different countries and continents.

A major innovation of the Forum

The innovative feature of the 9th World Water Forum is the implementation of solutions to the expectations of the populations. The "Dakar 2022 Initiative" is therefore an operation generating commitments and actions to accelerate progress, in particular towards achieving the Sustainable Development Goals (SDGs). Among other things, the Initiative aims to label community projects targeting access to drinking water and decent sanitation.

These accredited projects aim to achieve tangible results to be presented at the Forum in 2021.

In the framework of the preparation of the forum, this initiative aims to focus the forum on a dynamics of practical commitments concerning labeled projects bringing concrete solutions with positive impacts. While the African dimension is central, the process is widely open to the international level.

To be awarded the label, the activities must be directly operational and focused on solutions, in the general spirit of

the 9th World Water Forum. In other words, the project must be aligned with the main theme of the Forum and address one of the priority themes.

The "Dakar 2022 Initiative" offers an opportunity for project promotion, partnership development, financing, networking and sharing of best practices. Project leaders will have the opportunity to make their achievements visible during the Forum and thus benefit from a communication platform for the labeled projects. The label is also a tool to facilitate and support the promotion and search for funding.

In addition, the best projects will be presented in the sessions to serve as a reference framework for action for the global water community. Others will be presented in the space dedicated to the exhibition of innovative, replicable and sustainable impact projects, called "Course of Solutions".

The call for projects is still open

To date, 58 projects have been approved under the "Dakar 2022 Initiative". Companies, individuals, governments, NGOs, local authorities or institutions that are carrying a project can still submit their application to benefit from the label "Dakar 2022 Initiative".

For further information, visit: www.worldwaterforum.org



L'assainissement urbain, défi majeur de la ville durable en Afrique

Source Afrik 21 : <https://www.afrik21.africa/>

Parler de l'eau sans l'assainissement en Afrique serait occulter la moitié de l'enjeu. Aussi, dans notre dossier relatif à la journée mondiale de l'eau 2021, nous soulignons l'importance de l'eau pour un assainissement durable sur le continent. L'accès des populations à une source d'eau sûre dans les latrines permettrait par exemple de réduire la défécation en plein air. Des boues fécales qui se retrouvent généralement dans les cours d'eau jonchés d'autres déchets. Les questions de gestion des eaux usées et des déchets solides seront également abordées.

A l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau, Afrik 21 soulève la problématique. «Pourquoi un assainissement durable des villes africaines est-il important»? Trois réponses : la préservation de la santé des populations, la préservation de l'environnement et de la ressource, et la prévention des catastrophes naturelles telles que les inondations.



facilité d'entretien des unités de traitement de boues de vidange», affirmait El Hadji Abdourahmane Ndione dans une tribune signée sur Afrik 21 en novembre 2020. Toutes ces normes visent à introduire les exigences nécessaires relatives à la qualité et à la sécurité des infrastructures et des systèmes d'assainissement.

Avec les difficultés d'accès à une source d'eau sûre pour les sanitaires, certains pays d'Afrique misent sur des solutions plus écologiques. En Ouganda notamment, l'Association des professionnels de l'urbanisme d'Afrique de l'Est (Pupaea) prévoit d'installer un million de toilettes écologiques dans les zones rurales et les banlieues d'ici à 2030.

Pour stopper la défécation en plein air, qui concerne 29 % de la population à Kinshasa, la capitale de République démocratique du Congo (RDC) et l'association suisse Stay Clean, en collaboration avec le gouvernement, ont également lancé en novembre 2020, la construction des toilettes à compost. Ces installations de Stay Clean n'utilisent pas d'eau pour la chasse des matières fécales. L'usage de ces toilettes sèches permet également de simplifier le traitement des eaux dans les stations d'épuration, car les bactéries et substances chimiques présentes dans les excréments nécessitent un traitement plus long pour être aussi inoffensives que l'eau grise (eau de lavage).

La gestion des eaux usées

En dehors des boues fécales, d'autres déchets comme les boues de vidange, les déchets pétroliers, les bouteilles plastiques (...) se retrouvent aussi dans les cours d'eau en Afrique, bouchant ainsi les drains. Ce qui empêche les eaux de pluie de s'écouler normalement, d'où certaines inondations.

En Côte d'Ivoire, le gouvernement met par exemple en œuvre le Projet d'assainissement et de résilience urbaine (Paru). Il permettra la construction ou la réhabilitation de systèmes de drainage pour une meilleure canalisation des eaux pluviales dans les quartiers les plus exposés comme Yopougon et Abobo, les deux quartiers les plus peuplés d'Abidjan, ainsi que Grand Bassam.

(...)

L'Afrique est encore très en retard sur tous ces tableaux. Dans l'ensemble des pays situés au sud du Sahara, par exemple, à peine 28 % de la population a accès à des installations sanitaires de base et 32 % pratiquent encore la défécation à l'air libre. Ces boues fécales vont se retrouver dans les cours d'eau, où ces mêmes populations vont s'approvisionner, entraînant la propagation des pathologies telles que les maladies tropicales négligées (diarrhée, choléra, typhoïde, etc.). «Au Nigeria par exemple, la diarrhée provoque chaque année le décès de plus de 70 000 enfants de moins de cinq ans», indique le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef). Avec 36 % de la population qui se laisse aller sans retenue, le Mozambique fait également partie des pays d'Afrique subsaharienne où la défécation en plein air reste très élevée.

Le Sénégal figure parmi les rares pays du sud du Sahara, qui ont pris conscience de l'urgence de la situation, encore accentuée par la crise sanitaire due à la Covid-19. L'accès à l'assainissement est une réalité pour 67,4 % de la population urbaine de ce pays d'Afrique de l'Ouest. Le Sénégal a atteint ce niveau grâce à l'application des normes ISO 30500, ISO 24521 et ISO 31800. «L'ISO 30500 établit des spécifications pour les nouvelles toilettes domestiques qui traitent les déchets sur place, et ISO 24521 quant à elle propose des recommandations pour améliorer la qualité des services et la gestion en toute sécurité des services d'assainissement. La norme ISO 31800, elle, spécifie les exigences permettant de garantir les performances, la sécurité, l'exploitabilité et la

Urban sanitation, a major challenge for sustainable cities in Africa

Source Afrik 21 : <https://www.afrik21.africa/>

To talk about water without sanitation in Africa would be to overlook half the challenge. In our World Water Day 2021 dossier, we highlight the importance of water for sustainable sanitation on the continent. For example, if people have access to a safe water source in latrines, open defecation can be reduced as well as faecal sludge that usually ends up in waterways littered with other waste. Wastewater and solid waste management issues will also be addressed.

On the occasion of World Water Day, Afrik 21 raises this issue. "Why is sustainable sanitation in African cities important"? Three answers: the preservation of people's health, the preservation of the environment and resources, and the prevention of natural disasters such as floods.

Africa is still far behind in all these areas. In all countries south of the Sahara, for example, barely 28% of the population has access to basic sanitation facilities and 32% still practice open defecation. This faecal sludge ends up in the waterways from where these same populations get their water, leading to the spread of diseases such as neglected tropical diseases (diarrhoea, cholera, typhoid, etc.). "In Nigeria, for example, diarrhoea causes the death of more than 70,000 children under the age of five each year," according to a United Nations Children's Fund (UNICEF)'s report. With 36% of the population indulging in unrestrained behaviour, Mozambique is also among the sub-Saharan African countries where open defecation remains very high. Senegal is one of the few countries south of the Sahara that have realised the urgency of the situation, which has been

environmentally friendly solutions. In Uganda, for example, the Professional Town Planning Association of East Africa (Pupaea) plans to install one million eco-friendly toilets in rural and suburban areas by 2030.

To stop open defecation, which affects 29% of the population in Kinshasa, the capital of the Democratic Republic of Congo (DRC), the Swiss association Stay Clean, in collaboration with the government, also launched the construction of compost toilets in November 2020. These Stay Clean facilities do not use water to flush faeces. The use of these dry toilets also simplifies the treatment of water in sewage treatment plants, as the bacteria and chemicals present in excrement require longer treatment to be as harmless as grey water (wash water).

Wastewater management

Apart from faecal sludge, other wastes such as sewage sludge, petroleum waste, plastic bottles (...) also end up in waterways in Africa, clogging the drains. This prevents rainwater from flowing normally, leading to flooding.

In Ivory Coast, for example, the government is implementing the Urban Sanitation and Resilience Project (Paru). This will allow for the construction or rehabilitation of drainage systems for better channelling of rainwater in the most exposed neighbourhoods such as Yopougon and Abobo, the two most populated neighbourhoods in Abidjan, as well as Grand Bassam.

(...)

The municipality of Walvis Bay in Namibia is building a plant to treat its wastewater. The plant will be the second of its kind in the country, after the one inaugurated in Windhoek in 2002.

Like Namibia and Nigeria, Ghana, Angola, South Africa, Uganda, Zimbabwe, Ethiopia and Kenya are already engaged in wastewater treatment plants, although the practice is still in its infancy. Yet the situation is objectively urgent. Lake Victoria, for example, is inexorably deteriorating day after day, because of pollution from wastewater from industries and households in the large cities of the countries bordering this beautiful and large body of fresh water, notably Kenya, Uganda, Tanzania and Rwanda.

While wastewater treatment plants are paradoxically still very rare in sub-Saharan African countries, given the risks incurred by the populations, the situation is quite different in North Africa.



exacerbated by the health crisis caused by Covid-19. Access to sanitation is a reality for 67.4% of the urban population of this West African country. Senegal has achieved this level through the application of standards ISO 30500, ISO 24521 and ISO 31800. ISO 30500 sets out specifications for new domestic toilets that treat waste on site, while ISO 24521 provides recommendations for improving the quality of services and the safe management of sanitation services. ISO 31800 specifies requirements to ensure the performance, safety, operability and maintainability of faecal sludge treatment units," said El Hadji Abdourahmane Ndione in an opinion piece on Afrik 21 in November 2020. All these standards aim to introduce the necessary requirements for the quality and safety of sanitation infrastructures and systems.

With the difficulties of accessing a safe source of water for sanitation, some African countries are focusing on more

La municipalité de Walvis Bay en Namibie construit actuellement une usine pour traiter ses eaux usées. L'installation sera la deuxième du genre dans le pays, après celle inaugurée à Windhoek en 2002.

Comme la Namibie et le Nigeria, le Ghana, l'Angola, l'Afrique du Sud, l'Ouganda, le Zimbabwe, l'Éthiopie et le Kenya se lancent déjà dans le traitement de leurs eaux usées via des usines, même si la pratique y reste encore embryonnaire. Pourtant la situation est objectivement urgente. Le lac Victoria par exemple se dégrade inexorablement, jour après jour, à cause de la pollution issue des eaux usées provenant des industries et des ménages des grandes villes des pays qui bordent cette belle et grande étendue d'eau douce, notamment le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie et le Rwanda. Si les stations d'épuration sont paradoxalement encore très peu présentes dans les pays d'Afrique subsaharienne, eu égard aux risques encourus par les populations, la situation est tout autre en Afrique du Nord.

La multiplication des stations d'épuration au nord

L'Égypte met en œuvre une politique stricte de préservation de sa ressource. Le pays a su améliorer la gestion de ses eaux usées à travers la multiplication de stations d'épuration. Son usine de traitement des eaux usées d'Al Mahsamma a d'ailleurs reçu le prix du « meilleur projet de recyclage et de réutilisation de l'eau à l'échelle mondiale en 2020 », décerné par la revue Capital Finance International. Située dans le gouvernorat d'Ismailia, dans le Sinaï, l'installation couvre une superficie de 42 000 m², avec une capacité d'un million de m³ par jour.

Le gouvernement égyptien met actuellement en œuvre le projet d'extension et de modernisation de la station de traitement des eaux usées d'Alexandrie Ouest. Dotée d'une capacité de 460 000 m³ par jour, elle n'effectue le traitement des eaux usées qu'en une seule étape : la décantation avec une sédimentation primaire. L'eau est ensuite évacuée. Dans sa stratégie, l'Égypte bénéficie du partenariat avec plusieurs acteurs, notamment avec Suez. (...)

Situés dans la même sous-région que l'Égypte, le Maroc et la Tunisie ont aussi une politique volontariste en matière de gestion des eaux usées. Le gouvernement tunisien, à travers l'Office national de l'assainissement (Onas), projette d'ailleurs de déléguer le service public de gestion des eaux usées dans le grand Tunis et les gouvernorats de Gabès, Médenine, Sfax et Tataouine. À ce jour, l'Onas gère 17 500 km de réseau de collecte des eaux usées reliées à 795 stations de pompage et 122 stations d'épuration en Tunisie. Les autres pays d'Afrique du Nord, notamment l'Algérie, la Libye, la Mauritanie et le Soudan sont encore peu actifs ou pas du tout en matière de traitement des eaux usées, pourtant l'urgence aujourd'hui est à la préservation de l'environnement sur tous les plans.

Réduire la pollution du sol

La préservation de l'environnement en Afrique passera aussi par la collecte des déchets solides (plastiques, électroniques,

de cacao, de palmiers, d'ananas, etc.), car certains de ces débris polluent les rues et les quartiers et se retrouvent en bout de course dans les cours d'eau, ou en train de boucher les évacuations des eaux pluviales, provoquant ainsi des inondations.

Parmi les pays les plus touchés par ce phénomène d'insalubrité sur le continent, figurent le Mali, le Niger, l'Éthiopie, le Congo, le Tchad, la Tanzanie, le Burkina Faso, le Mozambique et le Nigéria. Et en matière de traitement des déchets, ces pays ne sont pas plus avancés.

L'urgence aujourd'hui est véritablement de construire une filière intégrée de gestion des déchets. Pour chaque projet d'assainissement, il faudra mettre l'accent aussi bien sur la collecte que sur le traitement des déchets. Cela permettra d'éviter des drames comme des explosions dans les décharges, les effondrements de dépotoirs ou encore les éboulements comme cela s'est produit à la décharge de Koshe, à Addis-Abeba en Éthiopie en 2017. Cela permettra également de lutter contre le réchauffement climatique en limitant l'accumulation de rebuts organiques dans les décharges émettrices de méthane.

Et comment on procède ?

La création de la filière intégrée de gestion des déchets se fera avec tous les maillons de la chaîne. Si dans les années antérieures il était surtout question de gestion des déchets par les entreprises gouvernementales, il faudra davantage déléguer, notamment au secteur privé. Les activités informelles devraient aussi être encouragées à l'échelle des quartiers.

Un État comme Maroc produit six millions de tonnes de déchets par an, soit une moyenne d'environ 250 kg par habitant. Ce royaume d'Afrique du nord décentralise la gestion de ses déchets. En février 2019 par exemple, Averde Maroc a été choisie par la municipalité de Tanger pour la gestion de ses déchets pour une durée de 20 ans. La filiale d'Averde, basée aux Émirats arabes unis a récemment inauguré dans la municipalité une unité de traitement des déchets.

Le Ghana se démarque également dans la collecte et le traitement des déchets. Depuis de nombreuses années, Zoomlion fournit le service public de gestion des déchets dans plusieurs villes de ce pays d'Afrique de l'ouest. La filiale du groupe Jospong collabore par exemple avec le gouvernement du Ghana pour des projets de construction d'usines traitement de déchets, notamment à Sefwi Wiawso. L'usine située dans la région du Nord-ouest sera capable de traiter 200 tonnes de déchets solides par jour.

Le Bénin investit également pour améliorer la collecte des déchets solides. Le gouvernement de ce pays d'Afrique de l'ouest vient d'équiper la Société de gestion des déchets solides et de la salubrité du grand Nokoué (SGDS-GN) de 20 camions pour améliorer la collecte et le transport des déchets solides dans le grand Nokoué. Selon la SGDS-GN, 358 000 tonnes de déchets sont produites chaque année dans le Grand Nokoué. Cependant, seulement 10 % de ces déchets sont collectés. Les 90 % restant sont déversés dans la nature, causant la pollution des terres et des cours d'eau. Cependant, le Bénin doit encore travailler sur le volet traitement des déchets.

The multiplication of wastewater treatment plants in the North

Egypt implements a strict policy to preserve its resources. The country has been able to improve the management of its wastewater through the multiplication of wastewater treatment plants. Its Al Mahsamma wastewater treatment plant was awarded the prize for the "best water recycling and reuse project in the world in 2020" by the magazine Capital Finance International. Located in the governorate of Ismailia in Sinai, the facility covers an area of 42,000 m², with a capacity of one million m³ per day.

The Egyptian government is currently implementing a project to expand and modernise the Alexandria West wastewater treatment plant. With a capacity of 460,000 m³ per day, the plant only treats wastewater in one stage: decantation with primary sedimentation. The water is then discharged via the Al-Omoum drainage canal, adjacent to the port of Alexandria. The aim of the project is to expand the treatment plant by adding new units to treat at least 600,000 m³ of wastewater per day. In addition, secondary treatment will be applied to the wastewater, allowing it to be reused. The treated water could then be used for the maintenance of Alexandria's green spaces or for agriculture. It is understood that tertiary treatment would have been absolutely necessary for the reuse of treated wastewater for market gardening.

In its strategy, Egypt benefits from the partnership with several players, notably Suez. (...)

Located in the same sub-region as Egypt, Morocco and Tunisia also have a proactive wastewater management policy. The Tunisian government, through the Office National de l'Assainissement (ONAS), is planning to delegate the public service of wastewater management in the greater Tunis area and the governorates of Gabès, Médenine, Sfax and Tataouine. To date, ONAS manages 17,500 km of wastewater collection network connected to 795 pumping stations and 122 treatment plants in Tunisia.

The other North African countries, notably Algeria, Libya, Mauritania and Sudan, are still not very active or not at all in wastewater treatment, yet the urgency today is to preserve the environment at all levels.

Reducing soil pollution

Preserving the environment in Africa will also require the collection of solid waste (plastic, electronic, cocoa, palm, pineapple, etc.), as some of this rubbish pollutes streets and neighbourhoods and ends up in waterways or clogging up rainwater drains, causing flooding.

Among the countries most affected by this phenomenon of insalubrity on the continent are Mali, Niger, Ethiopia, Congo, Chad, Tanzania, Burkina Faso, Mozambique and Nigeria. And when it comes to waste treatment, these countries are no further ahead.

The urgent need today is to build an integrated waste management system. For each sanitation project, the emphasis must be placed on both the collection and treatment of waste. This will prevent tragedies such as explosions in landfills, collapses of dumps or landslides as happened at the Koshe landfill in Addis Ababa, Ethiopia, in 2017. It will also help combat global warming by limiting the accumulation of organic waste in methane-emitting landfills.

And how do we do it?

The creation of the integrated waste management chain will be done with all the links in the chain. While in previous years the focus was on waste management by government enterprises, more delegation will be required, especially to the private sector. Informal activities should also be encouraged at the neighbourhood level.

A state like Morocco produces six million tonnes of waste per year, an average of about 250 kg per capita. This North African kingdom is decentralising its waste management. In February 2019, for example, Averde Morocco was chosen by the municipality of Tangier to manage its waste for a period of 20 years. Averde's subsidiary, based in the United Arab Emirates, recently inaugurated a waste treatment unit in the municipality.

Ghana is also a leader in waste collection and treatment. For many years, Zoomlion has been providing public waste management services in several cities in this West African country. The subsidiary of the Jospong Group, for example, is working with the Ghanaian government on projects to build waste treatment plants, including in Sefwi Wiawso. The plant in the North West region will be able to process 200 tonnes of solid waste per day.

Benin is also investing to improve solid waste collection. The government of this West African country has just equipped the Société de Gestion des Déchets Solides et de la salubrité du Grand Nokoué (SGDS-GN) with 20 trucks to improve the collection and transport of solid waste in the Grand Nokoué. According to the SGDS-GN, 358,000 tonnes of waste are produced each year in Grand Nokoué. However, only 10% of this waste is collected. The remaining 90% is dumped in nature, causing pollution of land and waterways. However, Benin still needs to work on waste treatment.



LE PROGRAMME AAE D'ASSAINISSEMENT INCLUSIF À L'ECHELLE DE LA VILLE

L'AAE veut contribuer au programme global d'assainissement urbain en Afrique subsaharienne selon l'approche CWIS

par Dr Mbaye MBEGUERE, Coordonnateur Senior Programme Assainissement, AAE

Face aux défis que représente l'assainissement pour le continent africain, et pour apporter sa contribution à la réalisation de la cible 6 des Objectifs de Développement Durable, l'Association Africaine de l'Eau s'est lancée depuis 2015 dans un programme d'amélioration des services d'assainissement. Comment fonctionne ce programme ambitieux ?

Ce dossier de la rédaction nous permet de faire la lumière sur le Programme AAE de renforcement des capacités des opérateurs pour l'implémentation de l'assainissement inclusif à l'échelle de la ville (SAO-CWIS), financé par la Fondation Bill et Melinda Gates.

L'accès aux services d'assainissement est l'un des défis cruciaux pour la plupart des pays africains. La qualité et la couverture des services par les opérateurs d'assainissement sont inadéquates en raison de nombreux facteurs, notamment la fragmentation institutionnelle, le manque de leadership des responsables politiques et des décideurs, la faiblesse des cadres réglementaires, les faibles compétences en matière de gestion, d'exploitation et de maintenance des systèmes d'assainissement et l'absence de modèles de financement durable pour la fourniture continue de services. Cette situation est aggravée par une croissance démographique rapide et une urbanisation tentaculaire et incontrôlée. En effet dès 2008, près de 3,3 milliards de personnes vivaient dans les villes, soit près de 50% de la population mondiale. Si ces tendances se maintiennent, d'ici 2030, ce chiffre, devrait avoisiner les 5 milliards selon la Banque Mondiale, soit 60% de la population totale du globe.

Ce phénomène sera d'autant plus frappant en Afrique et en Asie, que la population urbaine devra doubler sur la période de 2000 à 2030. Avec ces tendances, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement continuera de représenter, au niveau de ces villes, un combat quotidien pour des centaines de milliers de citoyens. La situation sera plus préoccupante en Afrique subsaharienne où actuellement, près de 565 millions de personnes n'ont pas accès à des équipements sanitaires adéquats.

Pour améliorer cette situation, au cours des deux dernières décennies et notamment dans le cadre de l'agenda mondial des OMD (2000-2015), l'objectif de réduire de moitié le nombre de personnes n'ayant pas accès à des systèmes d'assainissement adéquats a été fixé et rempli avec plus ou moins de succès.

“Des partenariats entre opérateurs d'assainissement”

Avec le financement et le soutien technique de la Fondation Bill et Melinda Gates au cours de la période 2016-2018, l'AAE a lancé une nouvelle série de partenariats entre opérateurs d'assainissement (SOP) dans le cadre du « Renforcement des capacités des opérateurs africains d'assainissement en matière de gestion des boues sans égout et des boues fécales par le biais d'un partenariat d'apprentissage entre pairs » (RASOP-

Afrique). RASOP-Afrique vise à améliorer la qualité des services de gestion des boues de vidange et l'assainissement non collectif en milieu urbain et la couverture d'au moins un million de personnes dans la région de l'Afrique subsaharienne en améliorant la planification stratégique de l'assainissement, le développement de projets durables et l'institutionnalisation de cadres opérationnels et financiers durables pour l'assainissement dans les services publics et/ou les municipalités.

“Des villes plus saines”

S'appuyant sur l'expérience du RASOP, une nouvelle proposition a été élaborée et approuvée pour financement par la Fondation Bill et Melinda Gates. Cet investissement permettra d'étendre l'approche à d'autres villes africaines et aux membres de l'AAE afin de contribuer aux ODD et au programme global d'assainissement urbain en Afrique subsaharienne selon l'approche d'assainissement inclusif à l'échelle de la ville.

L'assainissement inclusif à l'échelle de la ville permet à tous les habitants de bénéficier de résultats adéquats en matière de prestation de services d'assainissement. Pour ce faire, il faut que les déchets humains soient gérés en toute sécurité tout au long de la chaîne des services d'assainissement ; que la récupération et la réutilisation des ressources soient envisagées dans le cadre d'une diversité de solutions techniques adoptées pour des approches adaptatives, mixtes et progressives ; et que les solutions sur site et les solutions d'assainissement soient combinées, dans des systèmes centralisés ou décentralisés, pour mieux répondre aux réalités des villes africaines. Les villes devront élaborer des approches globales pour l'amélioration de l'assainissement qui englobent la planification à long terme, l'innovation technique, les 3 réformes institutionnelles et la mobilisation financière. Les principales parties prenantes, notamment les décideurs et les gestionnaires, y compris les techniciens, devront faire preuve de volonté politique et de leadership technique et managérial, se concentrer sur les moteurs durables de l'innovation et gérer le financement de l'assainissement de manière nouvelle et créative.

AFWA CITYWIDE INCLUSIVE SANITATION PROGRAMME

AfWA wants to contribute to the global urban sanitation program in sub-Saharan Africa using the CWIS approach

by Dr Mbaye MBEGUERE, Senior Sanitation Program Coordinator, AfWA

In response to the challenges that sanitation represents for the African continent, and to make its contribution to the achievement of target 6 of the Sustainable Development Goals, the African Water Association has embarked since 2015 on a program to improve sanitation services. How does this ambitious program work?

This editorial brief allows us to shed light on AfWA's Citywide Inclusive Sanitation Capacity Building Program (SAO-CWIS), funded by the Bill and Melinda Gates Foundation.

Access to sanitation services is one of the critical challenges for most African countries. The quality and coverage of services by sanitation operators are inadequate due to many factors, including institutional fragmentation, lack of leadership by policy and decision makers, weak regulatory frameworks, poor skills in sanitation management, operation and maintenance, and lack of sustainable financing models for continuous service delivery. This situation is exacerbated by rapid population growth and uncontrolled urban sprawl. Indeed, as of 2008, nearly 3.3 billion people live in cities, almost 50% of the world's population. If these trends continue, by 2030, this figure should be close to 5 billion according to the World Bank, or 60% of the total population of the globe.

This phenomenon will be all the more striking in Africa and Asia, as the urban population will double between 2000 and 2030. With these trends, access to drinking water and sanitation will continue to be a daily struggle for hundreds of thousands of city dwellers. The situation will be more worrisome in sub-Saharan Africa, where nearly 565 million people currently lack access to adequate sanitation facilities. To improve this situation, over the last two decades and in particular within the framework of the global agenda of the MDGs (2000-2015), the objective of reducing by half the number of people without access to adequate sanitation systems has been set and met with varying degrees of success.

“Partnerships between sanitation operators”

With funding and technical support from the Bill and Melinda Gates Foundation during 2016-2018, AfWA launched a new series of Sanitation Operator Partnerships (SOPs) as part of “Strengthening the Capacity of African Sanitation Operators in Sewerless Sludge and Fecal Sludge Management through Peer-to-Peer Learning Partnership” (RASOP-Africa). RASOP-Africa aimed to improve the quality of sludge management services and non-collective sanitation in urban areas and coverage of at least one million people in the Sub-Saharan Africa region by improving strategic sanitation planning, developing sustainable projects and institutionalizing sustainable operational and financial frameworks for sanitation in utilities and/or municipalities.

“Better sanitized cities”

Building on the experience of RASOP-Africa a new proposal has been developed and approved for funding by the Bill & Melinda Gates Foundation. This investment will enable the approach to be extended to other African cities and to AfWA members in order to contribute to the SDGs and to the overall urban sanitation agenda in sub-Saharan Africa using the city-wide inclusive sanitation approach.

City-wide inclusive sanitation enables all residents to benefit from adequate sanitation service delivery outcomes. This requires that human waste be managed safely along the sanitation service chain; that resource recovery and reuse be considered within a diversity of technical solutions adopted for adaptive, mixed, and progressive approaches; and that on-site and sanitation solutions be combined, in centralized or decentralized systems, to better address the realities of African cities. Cities will need to develop comprehensive approaches to sanitation improvement that encompass long-term planning, technical innovation, institutional reforms, and financial mobilization. Key stakeholders, including policy makers and managers, including technicians, will need to demonstrate political will and technical and managerial leadership, focus on sustainable drivers of innovation and manage sanitation financing in new and creative ways.



Dr Mbaye MBEGUERE : ce que le Programme CWIS apportera aux villes Africaines

Le Coordonnateur Senior Programme Assainissement, en charge du Programme Renforcement des capacités de l'AAE et des opérateurs pour l'implémentation de l'assainissement inclusif à l'échelle des villes en Afrique (SAO-CWIS) nous explique comment ce nouveau financement de la Fondation Bill et Melinda Gates contribuera à changer le visage des villes Africaines dans le domaine de l'assainissement.



L'AAE est passée du RASOP au SAO-CWIS, comment expliquez-vous ce changement ?

A travers le projet RASOP, l'AAE a soutenu diverses stratégies de gestion des boues de vidange et

l'identification de projets d'assainissement autonome dans cinq villes africaines comme Bamako (Mali), Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), Yaoundé (Cameroun), Kampala (Ouganda) et Lusaka (Zambie). Ce projet a permis d'intégrer la gestion des boues de vidange dans les stratégies d'assainissement urbain de ces villes, la mobilisation de financements pour la construction de stations d'épuration des boues de vidange (Cameroun, Côte d'Ivoire), la mise en œuvre d'innovations technologiques comme le centre d'appels (Ouganda), et l'organisation des opérateurs africains de boues de vidange. Cependant, le défi majeur était lié au manque de connaissances sur l'assainissement qui a entraîné parfois une faible approbation des plans élaborés.

Pour tirer profit des succès du RASOP et pour toucher un nombre plus grand de villes et donc de bénéficiaires, l'AAE a décidé de passer à une autre étape qui lui permettra de couvrir une bonne partie du Continent et de s'assurer que les services d'assainissement rendus soient inclusifs et touchent toute la ville. Cela se fera à travers le concept CWIS, l'assainissement inclusif à l'échelle de la ville (CWIS) qui est une approche de service public pour la planification et la mise en œuvre de systèmes d'assainissement urbain pour atteindre les résultats fixés par l'objectif de développement durable 6 : un assainissement sûr, équitable et durable pour tous dans une zone urbaine, en accordant une attention particulière aux besoins des personnes démunies, des personnes marginalisées, des femmes et des filles.

Voilà tout le sens du programme SAO-CWIS qui intervient dans 14 pays et 52 villes africaines.

Dans la mise en œuvre du programme SAO-CWIS, quels ont été les critères de choix des pays et comment s'est fait le processus de sélection des villes ?

Il faut rappeler que l'AAE est une organisation présente dans la plupart des pays africains dans lesquels nos membres travaillent d'arrache-pied pour une meilleure délivrance des

services d'eau et d'assainissement. Notre mission principale est d'accompagner ces membres dans le renforcement de leurs capacités à travers des projets et programmes comme le SAO-CWIS. Il est alors compréhensible que le premier critère à mettre en place est relatif à la présence de l'AAE dans le pays. A cela s'ajoutera l'existence d'une volonté politique forte pour développer l'assainissement à travers entre autres la mise en place d'infrastructures d'assainissement, le développement de plans et stratégies d'assainissement et la volonté de mettre en œuvre les futurs plans d'amélioration des performances développés par les acteurs dans le cadre du projet. Au niveau des pays, les villes ont été choisies sur la base des critères ci-dessus identifiés en rapport avec les membres actifs de l'AAE présents au niveau de ces pays.

L'AAE a décidé, pour la mise en œuvre du programme CWIS, de s'appuyer sur des Partenaires Régionaux de Mise en Œuvre. Dans quel intérêt ? Comment ont-ils été identifiés et quel est leur rôle dans le programme ?

Vous savez, passer du RASOP qui ne concernait que 5 pays et autant de villes à un projet qui cible près de 14 pays et 52 villes exige la mise en place d'une stratégie efficace qui permet l'implémentation de toutes les activités prévues dans les pays dans les délais et avec un maximum d'impact. C'est la raison pour laquelle, dans chacune des 4 régions de l'Afrique subsaharienne (Ouest, Est, Centre et Sud), nous avons recruté un partenaire régional de mise en œuvre (PREMO) dont l'objectif est d'implémenter le programme au niveau de sa région et de travailler à la mobilisation des principaux acteurs du secteur. Ces partenaires sont : le Centre des Métiers de l'Eau (CEMEAU) du Burkina Faso, pour l'Afrique de l'Ouest, l'ONG ERA du Cameroun pour l'Afrique centrale, La compagnie des eaux et de l'assainissement (NWSC) d'Ouganda pour l'Afrique de l'Est et eThekweni/UKZN (Afrique du Sud) pour l'Afrique Australe.

Il faut dire que ces différents PREMOs sont des membres actifs de l'AAE et ont tous été impliqués dans la mise en œuvre du RASOP. Par conséquent, ils connaissent bien la méthodologie utilisée par le projet et ont tous été impliqués dans des partenariats spécifiques à l'assainissement. Ces PREMOs constituent la cheville ouvrière du programme et travailleront en étroite collaboration avec l'Unité de Coordination du programme au niveau de la Direction Exécutive de l'AAE pour conduire et ajuster au besoin les activités prévues.

Quelles sont les principales activités prévues par le projet et comment comptez-vous les mettre en œuvre surtout

Dr Mbaye MBEGUERE : What the CWIS Program will bring to African cities

The Senior Sanitation Program Coordinator, in charge of the Program for strengthening AfWA and Operators for the Implementation of Inclusive Sanitation at the City Level in Africa (SAO-CWIS) explains how this new funding from the Bill and Melinda Gates Foundation will contribute to changing the face of African cities in the field of sanitation.



AfWA has moved from RASOP-Africa to SAO-CWIS, how do you explain this change?

Through the RASOP-Africa project, AfWA has supported various strategies

building their capacity through projects and programs such as SAO-CWIS. It is therefore understandable that the first criterion to consider is the membership to AfWA. In addition, there must be a strong political will to develop sanitation through, among other things, the provision of sanitation infrastructure, the development of sanitation plans and strategies, and the willingness to implement the future performance improvement plans developed by the project actors. At the country level, the cities were selected on the basis of the above criteria identified in relation to being a regular Member of AfWA present in these countries.

For the implementation of the CWIS program, AfWA decided to rely on Regional Implementing Partners. What is the benefit? How were they identified and what is their role in the program?

You know, going from RASOP-Africa, which involved only 5 countries and as many cities, to a project that targets nearly 14 countries and 52 cities requires the establishment of an effective strategy that allows the implementation of all the activities planned in the countries within the timeframe and with maximum impact. For this reason, in each of the 4 regions of sub-Saharan Africa (West, East, Central and South), we have recruited Regional Implementation Partners (REIPs) whose objective is to implement the program in its region and to work on the mobilization of the main actors of the sector. These partners are CEMEAU (Burkina Faso) for West Africa, ERA-Cameroon for Central Africa, NWSC (Uganda) for East Africa and eThekweni/UKZN (South Africa) for Southern Africa.

It should be noted that these different REIPs are Regular Members of AfWA and have all been involved in the implementation of the RASOP-Africa. Therefore, they are familiar with the methodology used by the project and have all been involved in sanitation-specific partnerships. These REIPs are the backbone of the program and will work closely with the Program Coordination Unit at AfWA Executive Office to conduct and adjust the planned activities as needed.

What are the main activities planned by the project and how do you intend to implement them, especially in this context of health crisis?

The project has five components: The first component relates to improving the organizational effectiveness of AfWA to put our organization in a position to assist countries in better delivery of water and sanitation services. The second component relates to building the capacity of 300 African sanitation stakeholders to implement City-Wide

for fecal sludge management and the identification of on-site sanitation projects in five African cities namely Bamako (Mali), Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), Yaoundé (Cameroun), Kampala (Uganda) and Lusaka (Zambia). This project has made it possible to integrate faecal sludge management into the urban sanitation strategies of these cities, to mobilize funding for the construction of faecal sludge treatment plants (Cameroon, Côte d'Ivoire), to implement technological innovations such as the call center (Uganda), and to organize African fecal sludge operators within an association. However, the major challenge was the lack of knowledge about sanitation, which sometimes resulted in low approval of the plans developed.

To build on the successes of RASOP-Africa and to reach a larger number of cities and therefore beneficiaries, AfWA has decided to move to further stage that will allow to cover a large part of the Continent while ensuring that the sanitation services provided are inclusive and reach the whole city. This will be done through the CWIS concept or City-Wide Inclusive Sanitation (CWIS), which is a public service approach to planning and implementing urban sanitation systems to achieve the results set by Sustainable Development Goal 6: safe, equitable and sustainable sanitation for all in an urban area, with special attention to the needs of the poor, the marginalized, women and girls.

This is what the SAO-CWIS program is all about, to be implemented in 14 African countries and 52 cities.

In the implementation of the SAO-CWIS program, what were the criteria for choosing the countries and how was the process of selecting the cities carried out?

It is important to remember that AfWA is an organization present in most African countries where our members are working hard to improve the delivery of water and sanitation services. Our main mission is to support these members in

dans ce contexte de crise sanitaire ?

Le projet comporte cinq composantes :

Une première composante relative à l'amélioration de l'efficacité organisationnelle de l'AAE pour mettre notre organisation en position d'aider les pays à une meilleure délivrance des services d'eau et d'assainissement.

La deuxième composante a trait au renforcement des capacités de 300 acteurs africains du secteur de l'assainissement pour la mise en œuvre d'un assainissement inclusif à l'échelle de la ville (CWIS) par : (i) la facilitation de partenariats d'apprentissage entre pairs et (ii) l'organisation et la mise en œuvre de formations, de jumelages et d'opportunités d'exposition impliquant des acteurs du secteur de l'assainissement au niveau des villes du projet.

La troisième composante travaillera à l'adoption de nouvelles approches et des technologies innovantes dans au moins 6 villes africaines pour la mise en œuvre du CWIS en faisant connaître les différentes parties prenantes clés, notamment par des visites d'évaluation, des expositions et des formations.

La quatrième composante vise à améliorer l'environnement favorable à la mise en œuvre du CWIS dans au moins 30 villes africaines par : (i) la communication et le plaidoyer, (ii) la mobilisation et le renforcement des capacités des acteurs tels que les maires, les vidangeurs, les jeunes et les femmes professionnelles, (iii) l'organisation et la participation à des événements WASH au cours desquels des actions spécifiques pour la promotion du CWIS sont abordées.

En fin une composante importante est dédiée au genre à travers l'autonomisation de plus de 400 femmes professionnelles africaines dans le secteur du WASH à travers le leadership et l'entrepreneuriat pour accroître la capacité de travail du secteur et répondre aux besoins spécifiques des femmes et des autres groupes d'acteurs concernés.

Le contexte de crise sanitaire que vous évoquez exige de

PAYS ET VILLES BÉNÉFICIAIRES DU PROGRAMME CWIS

Les pays et villes bénéficiaires du programme CWIS sont les suivants:

Cameroun : Bafoussam, Ebolawa, Dschang, Douala

Côte d'Ivoire : Anyama, Bouaké, Korhogo, San Pedro

Ethiopie : Adwa, Dessie, Sodo Wolaita

Ghana : Accra, Kumasi, Takoradi

Guinée Conakry : Conakry, Kandia, Kankan, Labé

Kenya : Kisumu, Nairobi, Nakuru, Thika

Malawi : Blantyre, Kasungu, Lilongwe, Zomba, Mzuzu, Salima

Niger : Maradi, Niamey

Nigeria : Abuja, Asaba, Enugu, Lagos, Mpape, Ogun

RDC : Kinshasa, Lubumbashi

Sierra Léonne : Freetown, Kenema, Makena

Tchad : Kelo, Koumra, Moundou, Ndjama

Togo : Atakpamé, Lomé, Sokodé

Zambie : Kitwe, Livingstone, Lusaka, Ndola

nous une adaptation de notre stratégie à ce contexte d'un genre nouveau. C'est la raison pour laquelle la plupart des activités se feront en ligne et tous les moyens seront mis à la disposition des villes impliquées pour une participation réussie à ces événements du projet. Toutefois, à chaque fois que le contexte le permet des activités se feront en présentiel comme les visites de benchmarking, les lancements au niveau des pays, etc. mais dans le strict respect des mesures sanitaires.

Qu'est-ce que le programme va concrètement apporter aux villes bénéficiaires ?

Le programme SAO-CWIS, une fois correctement exécuté, permettra aux villes ciblées de renforcer leurs capacités dans la délivrance de services d'assainissement inclusifs et de voir divers plans élaborés pour la prise en charge des problèmes identifiés durant les missions d'audit du projet. Les femmes, à travers un leadership nouveau, joueront pleinement leurs rôles dans la prise en charge des problèmes d'assainissement aussi bien au niveau de la prise de décisions qu'au niveau opérationnel. Enfin, l'Afrique disposera d'un réseau d'experts engagés, en mesure d'accompagner les pays dans l'atteinte de l'ODD6 et dans la formation des acteurs.

Des lancements ont déjà eu lieu dans certains pays, avez-vous le sentiment que les autorités concernées se sont appropriés le projet et pourront le conduire à son terme ?

Vous avez raison ! Nous venons de lancer le projet dans plusieurs pays des différentes régions africaines du projet. Au cours de ces différents ateliers, nous avons noté dans tous les pays une forte mobilisation des acteurs et une représentation des gouvernements, parfois à un niveau élevé. Cela montre une forte adhésion des pays concernés à ce projet ; ce qui augure des lendemains enchanteurs pour ce projet. A nous maintenant, de tirer profit de cet élan pour une mise en œuvre réussie du projet.



Inclusive Sanitation (CWIS) by: (i) facilitating peer-to-peer learning partnerships and (ii) organizing and implementing training, twinning and exposure opportunities involving sanitation sector actors at the project city level.

The third component will be about adopting new approaches and innovative technologies in at least 6 African cities for the implementation of CWIS by raising awareness of the various key stakeholders, including through assessment visits, exhibitions, and training.

The fourth component aims to improve the enabling environment for CWIS implementation in at least 30 African cities through: (i) communication and advocacy, (ii) mobilization and capacity building of stakeholders such as mayors, empliers, youth and professional women, (iii) organization and participation in WASH events during which specific actions for the promotion of CWIS are addressed.

Finally, an important component is dedicated to gender through the empowerment of more than 400 African professional women in the WASH sector with leadership and entrepreneurship skills to increase the sector's working capacity and address the specific needs of women and other stakeholder groups.

The context of the health crisis you mentioned requires us to adapt our strategy to this new kind of context. This is why most of the activities will be done online and all means will be put at the disposal of the cities involved for a successful participation in these project events. However, whenever the

context allows it, some activities will take place in person, such as benchmarking visits, country launches, etc., but in strict compliance with health measures.

What will the program concretely bring to the beneficiary cities?

The SAO-CWIS program, when properly implemented, will enable the targeted cities to build their capacity in the delivery of inclusive sanitation services and to have various plans developed to address the problems identified during the project audit missions. Women, through new leadership, skill will play a full role in addressing sanitation issues at both the decision-making and operational levels. Finally, Africa will have a network of committed experts who will be able to support countries in achieving SDG6 and in training actors.

The project has been launched in some countries, do you have the feeling that the relevant authorities have appropriated the project and will be able to carry it through to its conclusion?

You are right! We have just launched the project in several countries in the different African regions of the project. During these different workshops, we have noted in all the countries a strong mobilization of the actors and a representation of the governments, sometimes at a high level. This shows a strong adhesion of the countries concerned to this project, which augurs well for the future of SAO-CWIS. It is now up to us to take advantage of this momentum for a successful implementation of the project.

Countries and cities involved in the CWIS program

Cameroon: Bafoussam, Ebolawa, Dschang, Douala

Côte d'Ivoire: Anyama, Bouaké, Korhogo, San Pedro

Ethiopia: Adwa, Dessie, Sodo Wolaita

Ghana: Accra, Kumasi, Takoradi

Guinea Conakry: Conakry, Kandia, Kankan, Labé

Kenya: Kisumu, Nairobi, Nakuru, Thika

Malawi: Blantyre, Kasungu, Lilongwe, Zomba, Mzuzu, Salima

Niger: Maradi, Niamey

Nigeria: Abuja, Asaba, Enugu, Lagos, Mpape, Ogun

DRC: Kinshasa, Lubumbashi

Sierra Leone: Freetown, Kenema, Makena

Chad: Kelo, Koumra, Moundou, Ndjama

Togo: Atakpamé, Lomé, Sokodé

Zambia: Kitwe, Livingstone, Lusaka, Ndola



Les Blocs d'Ablution Communaux (CAB) pour les quartiers précaires d'eThekweni



Introduction

Le gouvernement sud-africain a prescrit la mise en place, par le service local de fourniture d'eau, de systèmes collectifs d'assainissement et d'approvisionnement en eau, accessibles, comme mesure provisoire pour la modernisation progressive des quartiers précaires. La fourniture de ces services fait partie des premières étapes pour répondre aux besoins d'assainissement de base des communautés et à la demande croissante de services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH). Au fil des ans, la municipalité d'eThekweni a procédé au déploiement rapide de blocs d'ablution communautaires (CAB) dans les quartiers précaires non desservis de sa circonscription (Crous, Haarhoff et Buckley, 2013) ; ce qui lui a valu une réputation et une reconnaissance internationale.

Contexte

Les quartiers précaires restent un défi pour la plupart des régions en développement. En Afrique du Sud, ces quartiers sont le résultat de l'héritage de l'apartheid et se caractérisent par une urbanisation rapide, un manque de services de base (eau et assainissement), de mauvaises conditions de logement à des prix abordables, la pauvreté et l'inégalité, autant de facteurs qui restent omniprésents dans l'Afrique du Sud post-apartheid (Crous, Haarhoff et Buckley, 2013). Les gouvernements locaux sont aux prises avec le défi de répondre aux demandes croissantes de services de base et aux retards accumulés alors que les précaires deviennent une partie plus permanente des

paysages urbains et périphériques.

Bien que la Constitution sud-africaine reconnaisse le droit universel à l'eau en quantité suffisante et à des services d'assainissement, ainsi qu'à un logement adéquat, le manque d'accès à ces services est toujours un fléau pour la plupart des Sud-Africains. Les quartiers précaires densément peuplés n'ont pas assez d'espace pour fournir des services d'assainissement de base, ce qui rend les habitants de ces quartiers vulnérables aux maladies d'origine hydrique (par exemple, les épidémies de diarrhée) qui deviennent un risque sanitaire et environnemental pour leur bien-être.

Le gouvernement national a ordonné l'amélioration progressive de ces zones d'habitation par la fourniture suffisante de services provisoires de base et gratuits (c'est-à-dire des services communaux d'eau et d'assainissement) à leurs habitants. Ces services sont destinés à atténuer les risques associés à un mauvais accès aux services de base et ne sont pas fournis en tant que solutions d'assainissement améliorées pour les ménages.

La municipalité d'eThekweni est une zone métropolitaine en pleine expansion qui comprend la ville de Durban et des paysages spatiaux urbains, périphériques et ruraux dynamiques. Face à une épidémie de diarrhée et aux défis associés à la fourniture, de services de base sûrs et dignes, aux quartiers précaires, la municipalité a commencé à offrir des services de base provisoires aux quartiers non desservis dans les zones urbaines et périphériques, par le biais du programme CAB (Community Ablution Blocks) en 2004. Le concept des CABs était une initiative de collaboration entre plusieurs services de la municipalité

eThekweni Communal Ablution Blocks for Informal Settlements

Overview

The provision of accessible communal water and sanitation facilities has been mandated by the South African government as an interim measure for incremental informal settlement upgrading realized by the local Water Service Authority. The delivery of these services forms part of the first steps towards meeting the basic sanitation needs of the communities and addressing the growing demands for water, sanitation, and hygiene (WASH) services. Over the years, eThekweni Municipality has administered the rapid roll-out of Community Ablution Blocks (CABs) into un-served informal settlements throughout its jurisdiction (Crous, Haarhoff, and Buckley, 2013). The Municipality has gained a reputable reputation and international recognition for its progressive approach in providing water and sanitation services to communities.

Background

Informal settlements continue to be a challenge for most developing regions. In South Africa, these settlements are an outcome of the past legacy of apartheid and characterized by rapid urbanization, a lack of basic services (i.e. water and sanitation) and affordable housing, poor housing conditions, poverty and inequality which are all factors that remain pervasive in post-apartheid South Africa (Crous, Haarhoff, and Buckley, 2013). Local governments grapple with the challenge to address growing basic service demands and backlogs as the informal settlements become a more permanent part of the urban and peripheral landscapes.

While the South African Constitution recognizes the universal right to have access to sufficient water and sanitation service including adequate housing, lack of access to these services still plagues the lives of most of South Africans. Densely populated informal settlements have insufficient space to provide bulk sanitation services, which results in informal settlement dwellers being vulnerable to water-borne diseases (i.e. diarrhea outbreaks) that become a health and environmental hazard to their well-being.

The national government has mandated the incremental upgrading of these settlements through the sufficient provision of basic and free interim services (i.e. communal water and sanitation services) to its dwellers. These services are intended to mitigate the risks associated with poor access to basic services and are not provided as improved sanitation solutions for households.

eThekweni Municipality is a growing metropolitan area that comprises of the City of Durban with dynamic urban, peripheral and rural spatial landscapes. Faced with a diarrhea outbreak and challenges associated with providing safe and dignified basic services to informal settlements, the municipality initiated the provision of basic interim services to un-served informal settlements in urban and peripheral areas through the Community Ablution Blocks (CABs) Programme in 2004. The CABs concept was a collaborative initiative by various Departments of eThekweni Municipality, namely, Housing, Architecture, and Planning, Health, Water and Sanitation. Other NGOs (Africa Ahead & Key of Hope) and academia (UKZN) contributed towards training and facilitating research including interaction with residents. Through this programme, the municipality aimed to provide





Plus de 1600 CAB ont été installés, desservant environ 1 000 000 d'habitants de quartiers orécaires. Les CAB sont devenus des centres de développement social, avec des clubs de santé, des jardins d'enfants, des potagers, des aires de jeux, des magasins de bricolage et des services téléphoniques, contribuant ainsi au développement d'un fort sentiment de cohésion sociale au sein de ces communautés. En 2010-2011, l'Université du KwaZulu-Natal a mené des enquêtes auprès des résidents pour déterminer leur niveau de satisfaction. Deux tiers des

d'eThekweni, à savoir le logement, l'architecture et la planification, la santé, l'eau et l'assainissement. D'autres ONG (Africa Ahead & Key of Hope) et des universités (UKZN) ont contribué à la formation et à la facilitation de la recherche, y compris l'interaction avec les résidents. Grâce à ce programme, la municipalité entendait fournir 1100 CAB à environ 800 000 habitants de ces quartiers d'ici 2014 (Roma et Buckley et al, 2011).

Objectifs

Le programme CABs vise deux objectifs principaux ;
 - Fournir des services provisoires d'eau et d'assainissement aux quartiers précaires non desservis qui sont en cours de modernisation in situ et aux ménages qui attendent d'être relogés dans des habitations formelles.
 - Encourager l'amélioration des compétences, la formation et la création d'emplois pour les résidents des quartiers précaires.

Conception des blocs d'ablution communautaires (CAB)

Les CAB ont été conçus et installés par la municipalité. Les CAB sont des conteneurs aménagés, avec des installations sanitaires séparées pour les hommes et les femmes. Chacun d'entre eux comprend 2 douches, 2 toilettes à chasse d'eau et des urinoirs pour les hommes, 2 lavabos, 4 lavabos utilisés pour la lessive et la collecte de l'eau domestique pour les ménages, un petit entrepôt fermé à clé pour les produits de nettoyage, et un éclairage naturel extérieur pour améliorer la sécurité (Roma et Buckley et al, 2011 ; (Crous, Haarhoff, et Buckley, 2013). Les membres de la communauté ont été employés pour aider au processus d'installation, et en tant que concierges, pour assurer l'utilisation et la gestion durables des CAB. (c'est-à-dire nettoyer et assurer la disponibilité de consommables tels que le savon et le papier toilette), et une équipe de soutien a été mise en place pour répondre aux requêtes de maintenance. Ceci permet d'améliorer les compétences et de créer des opportunités d'emploi pour les résidents de ces quartiers.

ménages ont déclaré que la présence des CAB dans leur communauté répondait à leurs besoins et améliorait leur vie. Les raisons du mécontentement ont été analysées et communiquées à l'équipe de planification et de conception. L'une des faiblesses initiales du projet était le fait que les CAB étaient peu hygiéniques, mal entretenus et sujets au vandalisme et au vol. Ce problème a été résolu par l'introduction des concierges et de l'équipe d'exploitation et de soutien, ainsi que par l'utilisation de raccords et de tuyaux en plastique.

Conclusion

Les facteurs clés du succès du programme étaient un leadership solide, une volonté politique, un bon environnement de travail et la capacité institutionnelle dont disposait le département des eaux d'eThekweni, y compris les autres départements de la municipalité et les partenaires. Cela a permis à ce département de former des partenariats de collaboration avec les conseillers locaux et le monde universitaire (UKZN) afin de rechercher et de comprendre les besoins ou le mécontentement de la communauté associés aux demandes croissantes de fourniture de services de base. Cela a permis à chaque partenaire de jouer un rôle très significatif dans la mise en œuvre réussie du programme. Des programmes éducatifs continus avec les bénéficiaires des CAB sont essentiels.

Références

Crous, P.A., 2014. Communal ablution facilities as interim measure for the upgrading of informal settlements. University of Johannesburg (South Africa).
 Crous, P., Haarhoff, J. and Buckley, C.A., 2013. Water demand characteristics of shared water and sanitation facilities: experiences from community ablution blocks in eThekweni Municipality, South Africa. *Water Sa*, 39(3), pp.361-368.
 Roma, E., Buckley, C., Mbatha, S., Sibiyi, L. and Gounden, T., 2011. Community ablution blocks with sewers or infiltration, eThekweni (Durban), South Africa Case study of sustainable sanitation projects.

1100 CABs to approximately 800 000 informal settlement residents by 2014 (Roma and Buckley et al, 2011).

Objectives

The CABs programme is guided by two main objectives:
 • To provide interim water and sanitation services to un-served informal settlements that are being in-situ upgraded and for households that are awaiting to be relocated to formal housing.
 • To encourage skills enhancement, training and job creation for residents in informal settlements.

Community Ablution Blocks (CABs) design

The CABs were designed and installed by the municipality. CABs are modified shipping containers, with separate male and female ablution facilities. With each consisting of 2 showers, 2 flush toilets and urinals for male facilities, 2 hand basins, 4 basins used for laundry and domestic water collection option for households, a small locked storeroom for cleaning materials, and outside natural lighting to improve safety (Roma and Buckley et al, 2011; (Crous, Haarhoff, and Buckley, 2013). Community members were employed to assist in the installation process and as caretakers to ensure the sustained use and management of CABs (i.e. cleaning and ensuring the availability of consumables such as soap and toilet paper), and a support team is set up in the EWS to respond to any maintenance work located to another informal settlement. In turn, this enhances skills and creates job opportunities for informal settlement residents.

Socio-economic Impact

More than 1600 CABs have been installed, servicing an estimated 1,000,000 residents of informal settlements. The CABs have become social development hubs, with health clubs, kindergartens, food gardens, and play areas, tuckshops, and telephone services, contributing to the development of a strong sense of social cohesion within these communities. During 2010-2011 the University of KwaZulu-Natal conducted surveys among residents to determine their levels of satisfaction. Two-thirds of households reported that the presence of CABs in their communities addressed their household needs and improved their lives. Reasons for dissatisfaction were



analysed and fed back to the planning and design team. An initial weakness of the project was the fact that the CABs were unhygienic, poorly maintained, and subject to vandalism and theft. This was addressed through the introduction of the caretakers and the operation and support team as well as the use of plastic fittings and pipes.

Conclusions

The key ingredients for the success of the programme were sound leadership, political will, a good working environment, and the institutional capacity that EWS including other Departments in the municipality and partners had. It allowed the EWS to form collaborative partnerships with the local ward councillors and academia (UKZN) to research and understand community needs or dissatisfaction associated with growing demands for basic service delivery. This enabled each partner to play a very meaningful role in the successful implementation of the programme. Ongoing educational programmes with the beneficiaries of the CABs are crucial to prevent the outbreak of communicable diseases such as diarrhea. The partnership with the University of KwaZulu-Natal was crucial as the research conducted informed the municipality of possible conflicts and dissatisfaction with the process, as well as highlighting its shortcomings.

References

Crous, P.A., 2014. Communal ablution facilities as interim measure for the upgrading of informal settlements. University of Johannesburg (South Africa).
 Crous, P., Haarhoff, J. and Buckley, C.A., 2013. Water demand characteristics of shared water and sanitation facilities: experiences from community ablution blocks in eThekweni Municipality, South Africa. *Water Sa*, 39(3), pp.361-368.
 Roma, E., Buckley, C., Mbatha, S., Sibiyi, L. and Gounden, T., 2011. Community ablution blocks with sewers or infiltration, eThekweni (Durban), South Africa Case study of sustainable sanitation projects.

Sandrine Nanga : “Je rêve d’un Cameroun où chaque ville a une station de traitement des boues de vidange”

par Nadège Christelle BOWA, Cameroun

Regard de femme sur un secteur hautement stratégique ! De nationalité camerounaise, Sandrine Nanga Edou, 32 ans est chef d’une entreprise dans le secteur de l’assainissement dénommée Cameroon Technologies of Environment and Sanitation compagny limited (CAM-TES. Coltd) en français Société camerounaise des techniques de l’assainissement et de la protection de l’environnement. Dans un secteur fortement masculin, elle mène sa barque mise en eau le 18 mai 2020. C’est une Sarl spécialisée dans la fourniture des services d’assainissement, dont la vidange des fosses septiques. Du fait de sa jeunesse et de la conjoncture, elle emploie pour l’heure trois (03) personnes, dont 02 salariés et un temporaire et dispose d’un camion de vidange. Membre de nombreuses associations du secteur, l’historienne que rien ne prédisposait à cette aventure se prête aux questions de votre magazine.

Historienne de formation, spécialisée en histoire économique et sociale, son profil la prédisposait à des débouchés professionnels toutes autres. « Cependant, le contexte ainsi que la conjoncture économique et sociale de mon pays m’ont poussée, comme conduite par le destin, vers le secteur de l’assainissement où j’ai débuté comme commerciale dans une entreprise de la place ». Affirme Sandrine lorsque la question de savoir comment elle est parvenue à créer son entreprise lui est posée. Au fil du temps et compte tenu de ses performances, elle se retrouve au top management de cette entreprise : elle en devient la représentante régionale. Malheureusement, « les incohérences managériales du gérant, ainsi que son manque de vision sur les perspectives qu’offre le secteur de la vidange, en tant que secteur d’avenir l’ont conduite à démissionner, six années plus tard ». Dit-elle avec un brin de déception. Loin de s’apitoyer sur son sort, avec le soutien de sa famille, de ses amis et de ses proches, elle décide de s’installer à son propre compte, condition sine qua non pour construire sa vision de l’assainissement et partant, contribuer à son épanouissement personnel, ainsi qu’au développement de son pays voire de l’Afrique.

Active aussi bien au bureau que sur le terrain

Compte tenu de ses nombreuses responsabilités au sein de l’entreprise, Sandrine descend sur le terrain de manière intermittente : « soit pour des contrôles inopinés, soit pour vérifier le niveau de satisfaction de la clientèle (service après-vente), soit pour les clients sensibles aux fins de veiller à la bonne exécution de la requête », dit-elle. C’est lors de ce dernier cas de figure qu’il lui est donné l’occasion de réellement pendre une part active à l’activité de vidange. « J’arrive sur le terrain à bord du camion conduit par mon chauffeur, qui effectue les différentes manœuvres en vue de stationner idéalement le camion pour le pompage. Ceci fait, les équipements sont déroulés et installés par les membres de mon équipe que j’appuie au besoin pour plus d’efficacité et de célérité. Comme pour dire que

ma présence sur le terrain ne se résume pas à donner



des directives à mes collaborateurs, mais davantage à les appuyer, pour que le service soit impeccable », soutient-elle. On peut ainsi la voir manipuler les flexibles, la pelle, ouvrir et fermer les vannes du camion au début ou à la fin du service. « Très souvent ma présence sur le terrain fait l’objet de curiosité de la part des riverains qui trouvent inappropriée la présence d’une femme sur un chantier de vidange », dit-elle avec sourire. Mais cela ne

Sandrine Nanga: “I dream of a Cameroon where every town has a fecal sludge treatment plant”

by Nadège Christelle BOWA, Cameroon

A woman’s view of a highly strategic sector! Sandrine Nanga Edou, 32 years old, is the head of a company in the sanitation sector called Cameroon Technologies of Environment and Sanitation Company Limited (CAM-TES. Coltd), in “French Société camerounaise des techniques de l’assainissement et de la protection de l’environnement”. In a strongly male sector, she leads her boat placed on water on May 18, 2020. This is a limited liability company specialized in the provision of sanitation services, including the emptying of septic tanks. Because of her young age and the economic situation, she currently employs three (03) people, including two employees and a temporary worker, and has a vacuum truck. As a member of many associations of the sector, the specialist in history, that nothing predisposed to this adventure answers our questions of your magazine.

Historian, specialized in economic and social history, this academic profile predisposed Sandrine Nanga naturally to other professional opportunities. However, the context

of her family, friends and relatives, she decided to set up her own business. This is where his ambition to contribute to the development of the sanitation sector at the level of his country and at the level of Africa as a whole begins.

Active at office as well as in the field

Given her responsibilities within the company, Sandrine is in the field on a part-time basis, “either for unannounced inspections, or to check the level of customers’ satisfaction (after-sales service), or for sensitive customers to ensure that their work is being carried out properly”. In this latter case, she manages to participate actively in the emptying activity. “I arrive in the field on board of the truck driven by my driver, who to park the truck correctly for an efficient pumping. After that, the equipment is unrolled and installed by the crew whom I support as needed for greater efficiency and speed. In other words, my presence in the field is not limited to giving instructions to my colleagues, but also to supporting them so that the service is optimal”, She said. You can see her handling the hoses, the shovels, opening and closing the valves of the truck at the beginning or at the end of the service. “Often my presence in the field is the subject of curiosity on the part of the residents. They find inappropriate the presence of a woman on an emptying site”. she said with a smile. But that doesn’t make her back down.

From septic tanks to the natural environment

“The products from septic tanks are currently dumped in open spaces, in the temporary dumping site provided for this purpose by the municipality of Yaoundé. For the simple reason that the city of Yaoundé does not have an operational fecal sludge treatment plant yet”, Sandrine deplored, But this situation will be improved in the coming days, she hastened to say. “The municipality of Yaoundé will inaugurate very soon its first treatment plant of faecal sludge. This is a great source of pride for us as emptiers because the sludge will be treated and recycled in the city of Yaoundé”.

However, the reuse of faecal sludge in Cameroon is almost nonexistent. In fact, the whole country has only three treatment plants for faecal sludge, one of

as well as the economic and social situation of her country pushed her as if led by fate towards the sanitation sector where she started as a sale agent in a dedicated company. where she became afterwards the regional representative. Unfortunately, due to some management inconsistencies, as well as the lack of a clear vision to seize opportunities offered by the waste disposal sector, she resigned after 6 years within the said company’, with a touch of bitterness according to her. Later, with the support



la fait pas reculer.

Des fosses septiques au milieu naturel

« Les produits issus des fosses septiques sont pour l'heure déversés en pleine nature dans le site de dépotage provisoire prévu à cet effet par la municipalité de Yaoundé pour la simple raison que la ville de Yaoundé jusqu'à date ne dispose pas de station de traitement de boues de vidange opérationnelle », déclare Sandrine avec beaucoup d'amertume.

Mais cette situation va connaître dans les prochains jours un véritable tournant. Une nette amélioration s'empressera-t-elle de dire car « la municipalité de Yaoundé inaugurerait très prochainement sa toute première station de traitement de boues de vidange. Ce qui pour nous autres vidangeurs, constitue une grande fierté car les boues seront traitées et valorisées dans la ville de Yaoundé ».

Cependant, de manière générale la valorisation des boues de vidange au Cameroun est quasiment inexistante. En effet, le pays tout entier dispose de trois stations de traitement des boues de vidange dont une en arrêt de fonctionnement (Bafoussam) ; une en construction, en attente de livraison par la Municipalité de Yaoundé et une fonctionnelle à Bangangté, ouest Cameroun.

Des défis, des déceptions dans ce métier dominé par les hommes

Le métier de vidangeur de fosses septiques est très masculin affirme Sandrine, certainement à cause de sa rudesse et de sa prétendue « insalubrité » alors elle doit affronter le regard des autres et convaincre par la qualité de ses prestations pour parvenir à se faire accepter en tant que femme. Sandrine se bat aussi pour la valorisation du service de vidange des fosses septiques afin non seulement que les femmes s'y impliquent davantage, mais également que les institutionnels prennent plus en compte le domaine pour aplanir les difficultés. Et justement parlant de difficultés, Sandrine en rencontre légion sur le terrain : difficultés infrastructurelles : « dans certains cas, nous faisons face sur le terrain à des fosses et autres

dispositifs de collecte mal conçues, ce qui rend difficile la fourniture du service de vidange ; par ailleurs, les difficultés d'accès aux quartiers populaires du fait de l'urbanisation anarchique et de l'enclavement des voies; le mauvais usage des ouvrages de collecte, qui sont utilisés comme dépotoir à ordures de tout ordre ; l'absence de maintenance des véhicules de vidange et l'accès aux pièces de rechange qui reste un véritable casse-tête pour les opérateurs du secteur de la vidange. Sandrine parle de ses déceptions en ces termes « Le chevauchement de compétence au sein des institutions en charge de l'assainissement liquide, qui jusqu'à lors continue d'entraver la gestion et la planification à l'échelle nationale de ce secteur hautement stratégique ; L'assainissement liquide qui demeure à cette date le parent pauvre des politiques de développement ; Les institutionnels qui dans la plupart des cas restent très peu sensibles aux questions d'assainissement liquide ; Les opérateurs de vidange qui connaissent des difficultés liées à l'accès aux crédits et autres financements devant concourir au renforcement et à la diversification de leurs parcs automobiles ; Les vidangeurs qui malgré leur importance dans la société subissent rejet et stigmatisation sont autant de sujets de déceptions pour moi ».

Des sujets de joies

Cependant, au milieu de la grisaille des déceptions, subsistent des sujets de joie : d'abord la reconnaissance et le bonheur des usagers débarrassés de leurs boues ; la certitude de contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations ainsi que leur santé ; la valorisation du métier de vidangeur un plus valorisé par les populations, mais également par les municipalités, notamment celle de Yaoundé qui a fait des vidangeurs un partenaire privilégié de sa stratégie d'assainissement.

Le rêve

Le Rêve de notre vidangeuse pour le secteur de l'assainissement en l'occurrence de la vidange a plusieurs dimensions : « Une dimension universelle : dans laquelle l'accès pour tous à l'assainissement décent est une réalité pour nos pays d'Afrique subsaharienne et principalement pour le Cameroun. Où l'éradication de la défécation à l'air libre sous toutes ses formes est effective. Une dimension nationale : dans laquelle l'assainissement serait mieux pris en compte par l'Etat du Cameroun, où chaque ville aurait une station de traitement des boues de vidange ; Une dimension professionnelle, qui se résume à faire de notre entreprise une entreprise forte, leader national du secteur. Une entreprise qui contribuera efficacement à l'accroissement du PIB national. Une dimension personnelle, dans laquelle je serai un modèle pour les jeunes filles afin qu'elles aient au travers de mon parcours le désir de travailler dans la vidange ».

which is not functioning (Bafoussam); one is under construction, and one is operational in Bangangté, western Cameroon.

Challenges, disappointments in this male-dominated business

The job of a septic tank emptier, is perceived as a man's job, certainly because of its harshness and its supposed « dirtiness », so she has to face the others' gaze and convince them of the quality of her services in order to be accepted as a woman. She also promotes the involvement of more women in this sector and improved consideration of the sector issues by the governments.

Sandrine encounters various difficulties in the field: "in some cases, we face poorly designed pits and other collection devices, which makes it difficult to be emptied. Regarding accessibility: the vast majority of poor urban dwellings have access problems due to anarchic urbanization and the poor quality of roads. In addition, we face difficulties related to the misuse of collection facilities, which are used as garbage dumping facilities of all kinds. Access to spare parts remains a real headache for operators of the emptying sector".

She talk about her disappointments saying "Liquid sanitation remains to date the neglected area of development policies. The institutions in most cases remain less reactive to liquid sanitation issues; Emptying operators are facing difficulties in accessing credit and other funding to help strengthen and diversify their fleets; Despite their importance in society, emptying operators are still rejected and stigmatized."

Reasons to be happy

Sandrine acknowledges that the job of a septic tank emptier, like any other job, has its share of disappointments and satisfactions. In terms of satisfaction, she mentioned, the recognition and happiness of users that we serve by removing their sludge; Knowing that through our profession we contribute to improving the living conditions of the people as well as their health; Seeing that the profession of emptying is more valued not only by the people, but also by the municipalities, as is the case with the municipality of Yaoundé, which has made the emptiers a privileged partner in its sanitation strategy.

The dream

Our dream as an emptier for the sanitation sector, has several dimensions: "A universal

dimension: in which access for all to decent sanitation is a reality for all countries of sub-Saharan Africa and mainly for Cameroon, where the eradication of open defecation in all its forms is effective; A national dimension: in which sanitation would be better taken into account by the Government of Cameroon, where each city would have a fecal sludge treatment plant ; A professional dimension, which is to make our company a strong one, a national leader in the sector. A company that will effectively contribute to the increase of Cameroon GDP; A personal dimension, in which I will be a model for young girls so that through my career achievements they may have the desire to work in the emptying sector".



L'AAE forme des experts en audit diagnostic, en vue d'une amélioration de la gestion de l'Eau Non Facturée (ENF)

28 experts francophones et anglophones, issus de 13 sociétés d'eau membres de l'Association Africaine de l'Eau (AAE), ont participé du 2 au 4 juin dernier, à un atelier de renforcement des capacités en audit diagnostic de l'Eau Non Facturée (ENF) ; un atelier organisé par l'association panafricaine, en partenariat avec German Water Partnership (GWP), dans le cadre de la mise en œuvre du programme AfriCap, financé par l'USAID. L'atelier avait pour objectif de consolider les connaissances des experts, en vue d'une meilleure prise en charge des ENF au sein des sociétés d'eau.

En effet, l'Eau Non Facturée (différence entre le volume d'eau qui entre dans le système de distribution, et l'eau facturée aux consommateurs), est un défi pour la plupart des sociétés d'eau en Afrique. Ces pertes d'eau, attribuables aux fuites dans les réseaux, aux fraudes, aux problèmes de facturation, de comptage etc., induisent des pertes de recettes, du gaspillage de la ressource eau, et réduit la

capacité des sociétés à financer l'extension de leur service au profit des populations, notamment les plus démunies. Dans beaucoup de pays africains, elles prennent souvent des proportions tellement élevées, qu'elles compromettent significativement la viabilité financière des entreprises, en réduisant leur capacité de service aux populations.

Au cours de la formation qui a duré 3 jours, les auditeurs ont passé en revue le concept de l'ENF, puis à travers une étude de cas, ils ont été emmenés à utiliser le logiciel EASYCALC (Logiciel de calcul de bilan hydraulique), pour la gestion de l'ENF ; enfin, ils ont pu concevoir un canevas type d'audit sur l'ENF.

Une formation très pratique selon les auditeurs, qui affirment unanimement que la mise en pratique des connaissances reçues, devrait à terme, leur permettre d'identifier des actions de court et moyen termes, pour réduire de manière substantielle l'ENF dans leurs entreprises, et différer de ce fait, certains investissements.

9ème Forum Mondial de l'Eau (WWF) : les femmes professionnelles préparent le terrain pour leur participation

Les réseaux de femmes professionnelles de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène de l'AAE, en collaboration avec le Secrétariat Exécutif du 9ème Forum Mondial de l'Eau (FME), ont tenu un webinaire à l'attention des femmes professionnelles du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (EAH) le 14 juillet 2021. Le webinaire a porté sur le thème « Positionnement stratégique et Visibilité des Réseaux de Femmes Professionnelles du Secteur EAH », en prélude au 9ème Forum Mondial de l'Eau qui se tiendra à Dakar au Sénégal, du 21 au 26 mars 2022.

L'objectif était de promouvoir le Forum Mondial de l'Eau en cours de préparation et de mobiliser les réseaux de femmes professionnelles du secteur, en vue de leur participation active et stratégique au FME. 264 participations ont été enregistrées. Le webinaire s'est tenu sous la facilitation conjointe de Dr. Rose Kaggwa, 2ème Présidente du Conseil Scientifique et Technique (CST) de l'AAE et Directrice des Services Extérieurs et Scientifiques de NWSC en Ouganda, et de Dr. Leticia Ackun, Spécialiste du Genre de l'AAE.

A l'ouverture, M. Abdoulaye SÈNE, Secrétaire Exécutif du Forum Mondial de l'Eau a fait le point de l'organisation du FME de Dakar 2022, notamment l'état des lieux des préparatifs et les perspectives pour les femmes, et a encouragé les membres des différents réseaux à une forte mobilisation. Il a présenté les grandes lignes des activités prévues en préparation du FME pour garantir l'implication du plus grand nombre possible de femmes. Il a finalement plaidé pour une participation massive à l'atelier des parties prenantes prévu pour le mois d'octobre, afin de se mettre à jour quant aux avancées vers le FME.

Dr. Leticia Ackun a quant elle à fait le point de l'engagement des femmes autour des questions relatives à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, et présenté les défis et les opportunités y relatives.

Mme Olushola OLAYIDE de la Commission de l'Union africaine a, dans sa communication introductive, affirmé que l'Afrique ne saurait faire fi du rôle essentiel des femmes, si elle veut faire bouger les lignes. Elle a rappelé l'une des priorités de l'agenda 2063, qui souligne qu'« aucune société ne peut atteindre son plein potentiel si elle n'autonomise pas les femmes et les jeunes, et si elle ne supprime pas tous les obstacles à la pleine participation des femmes dans tous les domaines. L'Afrique doit fournir à ses femmes, ses enfants et ses jeunes, un environnement propice à l'épanouissement et à l'expression de leur plein potentiel ».

Un panel d'experts a par la suite été mis en place pour débattre du thème « Forum Mondial de l'Eau, Dakar 2022 - Comment y faire entendre la voix des femmes ? ». Ce panel a permis de mieux cerner le rôle des réseaux de femmes dans la réalisation des ODD, les défis majeurs qui se présentent aux groupes de femmes, les avantages de leur implication dans la planification et la mise en œuvre des activités, et les efforts en place pour accélérer la réalisation des cibles de l'ODD6.

Au terme de cette session, l'on retiendra la nécessité de renforcer l'implication des femmes dans la prestation de services EAH et d'améliorer la collaboration entre les réseaux de femmes professionnelles en place pour une forte mobilisation des femmes au prochain FME.

AfWA trains experts in diagnostic auditing, with a view to improving the management of Non-Revenue Water (NRW)

28 French and English-speaking experts from 13 Water utilities members of the African Water Association (AfWA) participated from June 2 to 4 in a capacity building workshop on Non-revenue Water (NRW) diagnostic audit; a workshop organized by the Pan-African association, in partnership with German Water Partnership (GWP), as part of the implementation of AfriCap program, funded by USAID. The objective of the workshop was to consolidate the knowledge of the experts, with a view to a better management of NRW within the water companies.

Indeed, the Non-Revenue Water (the difference between the volume of water entering the distribution system and the water billed to consumers) is a challenge for most water utilities in Africa. These water losses, attributable to leaks in the networks, fraud, billing and metering problems, etc., lead to loss of revenue, waste of water resources, and reduce the capacity of utilities to finance the extension of their services

to the benefit of the populations, especially the poorest. In many African countries, they often reach such high proportions that they significantly compromise the financial viability of companies, reducing their capacity to serve the population.

During the 3-day training, the auditors reviewed the concept of NRW, then through a case study, they were led to use the EASYCALC software (water balance calculation software), for the management of NRW; finally, they were able to design a typical NRW audit template.

A very practical training according to the auditors, who unanimously affirm that the practical application of the knowledge received should, in the long run, allow them to identify short- and medium-term actions to substantially reduce the NRW in their companies, and thus defer certain investments.

9th World Water Forum (WWF) : Women Professionals set the stage for their participation

AfWA Professional Women Networks in WASH in collaboration with the Executive Secretariat of the 9th World Water Forum (WWF) held a webinar for networks of professional women in the WASH sector on 14th July 2021. The theme for the webinar was, "Strategic Positioning and Visibility of African WASH Professional Women Networks" and was to serve as prelude to the 9th World Water Forum to be held in Dakar, Senegal from March 21 to 26, 2022. This digital women's forum was a way of publicizing the next World Water Forum and to mobilize women networks within and outside the Pan-African Association to actively and strategically participate in the WWF. In all a total of 264 participants took part in the webinar. which was hosted by Dr. Rose Kaggwa, the 2nd Vice President of AfWA STC and the Director of Business and Scientific Services NWSC, Uganda and Dr. Leticia Ackun, the Gender Specialist from AfWA.

Mr. Abdoulaye SÈNE, the Executive Secretary of the World Water Forum gave an update on the upcoming WWF in Dakar 2022, preparations made so far, the prospects for women and encouraged maximum participation of all women, especially the various networks. He shared the outline of activities lined up as preparation towards the WWF and solicited for maximum participation of all in these upcoming activities. There was an upcoming stakeholders' workshop scheduled for October which he encouraged all to participate to be abreast with preparations towards the WWF.

Dr. Leticia Ackun gave an overview of the African Women Professionals in WASH networks. She gave a background on

the state of women's participation in WASH, the challenges, and opportunities; why women are underrepresented and what can be done to address these challenges; and the need to increase women's professional involvement in WASH.

The keynote address was delivered by Mrs. Olushola OLAYIDE from the Africa Union Commission. She reiterated that to make a great impact, Africa cannot afford to neglect the crucial role of women. she reminded the agenda 2063 highlighting that 'No society can reach its full potential, unless it empowers women and youth and removes all obstacles to women's full participation in all areas of human endeavours. Africa must provide an enabling environment for its women, children and young people to flourish and reach their full potential'.

A panel of experts was constituted to discuss on the theme "World Water Forum, Dakar 2022 - How can we raise the voice of women in this forum?" Discussions centered around the role of the Women networks in achieving the SDGs, the major challenges faced by the women groups, the benefits of including women in the planning and implementation of activities and efforts to drive achievements of the SDG6 targets. At the end of proceedings, it became apparent the need for more involvement of women in WASH delivery and more collaboration among the various professional women networks to have maximum participation of women for the upcoming WWF. I



SAVE THE DATE !

21st AfWA INTERNATIONAL CONGRESS AND EXHIBITION

February 2023 Guinea-Conakry

